

Entre nous: Les débuts difficiles de la mobilisation communautaire avec et au sein des groupes de lesbiennes, bisexuelles, et femmes queer en Afrique Francophone Sub-Saharienne

Cas du Cameroun et Togo



« Afin de créer un avenir alternatif, nous devons faire évoluer notre compréhension de la nature de la transformation communautaire ou collective. Nous en savons beaucoup sur la transformation individuelle, mais notre compréhension de la transformation des systèmes humains, comme notre lieu de travail, nos communautés, est primitive au mieux, et trop souvent naïf dans la croyance que si suffisamment de personnes se réveillent, et deviennent des êtres intentionnels et compassionnés, le changement suivra. »

Peter Block

2014 Queer African Youth Networking Center (QAYN) est un partisan du partage d'information gratuit et comme tel, permet la reproduction ou l'utilisation de ce rapport à des fins non commerciales sous n'importe quel format à condition de créditer son auteur et QAYN.

Ce rapport est disponible en Français et Anglais

Publié par:



04 BP 511 Ouagadougou 04

Burkina Faso

Contact: contact@qayn-center.org

Site Internet: www.qayn-center.org

Rédigé par Mariam Armisen

Avant propos de Cesnabmihilo Dorothy Aken'Ova

Edité par Stéphane Simporté

Mise en page par Mariam Armisen

A propos de l'auteur

Mariam Armisen est la fondatrice et coordinatrice de la Queer African Youth Networking Center.

Avant-propos

Depuis la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD) du Caire en 1994, il y a eu un progrès considérable dans la reconnaissance et la prise en charge des besoins des diverses communautés en Afrique dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive.

Malheureusement pour les minorités sexuelles, une attitude de silence, de déni, et même de criminalisation continuent de sévir à travers notre continent, légitimant une poussée de haine et de violence envers ces membres de nos communautés.

Comment expliquer ces attitudes?

Tout d'abord, nous manquons de compréhension sur les complexités de la sexualité humaine. Par ailleurs, il y a un manque de respect à tous les niveaux de nos sociétés envers les personnes ayant des identités sexuelles alternatives, aggravée par peu de recherche et de données permettant une progression des connaissances de l'orientation sexuelle et de l'identité du genre.

Deuxièmement, il y a une augmentation constante du fondamentalisme religieux dans nos pays. D'une part, les majeures religions du continent prêchent la paix et l'amour, tout en continuant à fermer les yeux sur la haine et la violence, de l'autre. Le fondamentalisme religieux est de nos jours si profondément ancré en Afrique qu'il est actuellement utilisé comme la norme morale qui dicte les politiques africaines, les lois et les constitutions.

Même si la lutte contre le VIH/SIDA a ouvert une avenue d'intervention dans le domaine de la sexualité, il a fallu attendre le début des années 2000 pour que les politiques de lutte contre le VIH/SIDA intègrent les populations à risque. Malgré ce progrès, les lesbiennes, bisexuelles, les femmes queer, les femmes qui ont des rapports sexuels avec des femmes (LBQFSF) sont restées invisibles dans ces nouvelles initiatives, en dépit de leur vulnérabilité face aux viols curatifs, et autres cas de violences sexuelles extrême et la victimisation.

Il existe actuellement très peu d'initiatives en matière de recherches, de la mobilisation, de l'organisation et la défense des droits et de la santé sexuelle des communautés LBQFSF. Encore plus grave, très peu de ces initiatives sont fondées et dirigées par les LBQFSF elles-mêmes. Celles qui existent sont confrontées à des défis herculéens allant du

manque de financement, à la faiblesse en matière de leadership et aux environnements juridiques hostiles.

Il est nécessaire de créer un environnement propice qui favorisera l'émergence des groupes LBQFSF et à la création des associations LBQFSF pour influencer le changement social que nous souhaitons tous voir sur notre continent.

Ce rapport, *Entre nous: Les débuts difficiles de mobilisation communautaires avec et au sein des groupes de lesbiennes, bisexuelles, et femmes queer en Afrique Subsaharienne Francophone – Les cas du Cameroun et du Togo*, nous donne un aperçu et une base de compréhension sur la résilience, les capacités et les défis qui existent au sein de ces communautés, les réseaux et les organisations LBQFSF afin de nous inciter à apporter un soutien précieux aux activistes LBQFSF émergentes pour être au devant d'une justice sociale qui revendique leurs droits.

Bien que ce rapport soit basé sur deux études de cas dans deux régions différents de l'Afrique Francophone – le Cameroun et le Togo, nous espérons que ces conclusions donneront à tous les lecteurs une bonne idée de ce qui est possible en Afrique Sub-Saharienne en raison des similitudes dans nos milieux socioculturels et politiques.

Je recommande fortement ce rapport à tous les partenaires de développement – les mouvements de femmes, les mouvements de la justice sociale, les gouvernements et les agences gouvernementales aux niveaux régional et national, les organismes donateurs, les agences bilatérales et les alliés internationaux.

Entre nous: Les débuts difficiles de mobilisation communautaires avec et au sein des groupes de lesbiennes, bisexuelles, et femmes queer en Afrique Subsaharienne Francophone – Les cas du Cameroun et du Togo est une introduction pour tous ceux qui ont peu de connaissance du paysage complexe des groupes LBQFSF. Il s'agit d'une initiative novatrice qui nous pointe vers, et éveille notre attention sur le type de soutien dont ont besoin les communautés LBQFSF émergentes dans ces régions mal desservies.

Avec ce rapport, nous vous invitons à faire partie du mouvement.

Cesnabmihilo Dorothy Aken'Ova
Conseillère de QAYN

Remerciements



Le Queer African Youth Networking Centre (QAYN) tient à exprimer toute sa gratitude aux jeunes activistes qui ont embrassé pleinement la vision de former des groupes communautaires LBQFSF au sein de leurs communautés, véhiculée par QAYN, en vue de mettre en œuvre notre plan d'action collectif élaboré à l'issue de l'atelier *Genre, Sexualité et Communications: Vers un renforcement du leadership des jeunes femmes FSF Francophones de l'Afrique de l'Ouest*. Le leadership de ces activistes dans l'exécution de ce plan d'action et leurs contributions à l'apprentissage collectif, à travers la production des rapports narratifs de leurs activités, ont été la clé de la réussite du projet et la base de ce rapport.

QAYN tient à remercier les 12 activistes du Burkina Faso, du Cameroun, du Sénégal et du Togo qui, pendant six (06) mois, ont consacré leur temps et leurs énergies à organiser des activités au sein des communautés de personnes s'identifiant comme lesbiennes, bisexuelles, queer ou femmes qui ont des rapports sexuels avec des femmes (LBQFSF) dans leurs pays respectifs à travers la mise en place de cadres de regroupement sécurisés. Leurs expériences et diverses connaissances, matérialisées dans ce rapport, constituent une base d'informations inestimable pour QAYN et toutes les entités intéressées à développer des programmes d'appui aux groupes LBQFSF travaillant en Afrique francophone, notamment en Afrique Centrale et Occidentale.

Nous tenons à remercier Jules Eloundou, Président de **Humanity First Cameroon** et toute son équipe, d'avoir permis la création d'un cadre de regroupement sûr pour les LBQFSF au sein du centre d'écoute de Humanity First Cameroun. Nous remercions également Yves Kugbe d'**Espoir Vie Togo** pour la mise à la disposition de leur centre communautaire au groupe de Lomé; Mme Kébé de

Sourire de Femme pour avoir prêté son salon au groupe de Dakar. Enfin, un grand merci à Stéphane Simporé pour son appui continu fourni au groupe du Burkina Faso.

Nous remercions également Urgent Action Fund Africa, la Fondation pour une Société Juste et Isis International pour leur soutien financier sans lequel ce projet n'aurait certainement pas vu le jour. Nous n'oublions pas la chargée des finances et la directrice exécutive de notre gestionnaire financier, Lavender Youth Recreation and Information Center (LYRIC) pour leur appui technique.

Nous adressons nos plus chaleureux remerciements à Brian Doe et Caroline Kouassiaman, pour le temps et l'attention qu'ils ont consacrés à la correction de ce rapport. Brian, nous vous adressons notre profonde gratitude pour votre soutien.



Table des matières

1	Introduction	7
2	Vue d'ensemble du projet	9
	Sélection et brève présentation des participantes.....	10
	Bref résumé du plan d'action	11
3	L'étude du cas du Cameroun	13
	Contexte du pays	13
	Etude de cas de la mobilisation communautaire des LBQFSF au Cameroun	14
4	L'étude du cas du Togo	20
	Contexte du pays	20
	Etude de cas de la mobilisation communautaire des LBQFSF au Camerou	21
5	Leçons apprises	26
6	Conclusion	30

Un

1



Introduction

En Afrique, en dépit d'un contexte politique et socio-culturel particulièrement hostile, de plus en plus de personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres (LGBT) se constituent en groupes afin de dénoncer les abus et violations à leur encontre et de chercher ensemble des solutions aux violences et aux discriminations dont elles sont victimes au quotidien. Dans quelques rares pays du continent comme l'Afrique du Sud, on observe des avancées considérables dans le travail mené par les groupes LGBT qui ont abouti à la mise en place de politiques visant à respecter et protéger les droits des personnes LGBT.

En particulier, les gays, bisexuels, transgenres et les hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes (GBHSH) ont particulièrement bien réussi à s'organiser autour des questions relatives à leur santé sexuelle et leurs droits et à influencer la mise en place de politiques visant une meilleure prise en compte de leurs besoins spécifiques. Tout ceci en grande partie grâce au soutien financier de bailleurs de fonds, sous le couvert de la prévention du VIH/Sida. A ce propos, l'*African Men for Sexual Health and Rights (AMSHeR)*, une coalition de plus de 18 organisations HSH d'Afrique Subsaharienne est un bel exemple. Depuis 2008, le travail de AMSHeR est passé du stade d'organisation visant à «créer une plateforme d'échanges de bonnes pratiques et d'apprentissage mutuel entre les organisations à base communautaire HSH travaillant dans la lutte contre le VIH et la promotion des droits humains»¹, à celui d'organisation dont le but principal est de conduire des plaidoyers en vue de l'instauration de plus de politiques prenant en compte les spécificités des GBHSH au niveau de chacun de ses pays d'intervention.

¹ A propos de l'Amsher (en anglais): <http://www.amsher.net/AboutAMSHeR/tabid/56/Default.aspx>

Par contre, si les lesbiennes, bisexuelles, queer et celles qui ont des rapports sexuels avec des femmes (LBQFSF) et les hommes gay, bisexuel, transsexuel ou ceux qui ont des rapports sexuels avec des hommes (GBHSH) font face aux mêmes défis, cependant, les LBQFSF sont confrontées à des défis plus spécifiques au sein la société civile LGBT et de la société entière plus globalement. La mobilisation des femmes autour des questions LBQFSF est davantage mise à mal par les nombreuses attentes de la société vis-à-vis des femmes en Afrique. En plus, au sein de la société civile LGBT elle-même, les problèmes relatifs aux LBQFSF sont le plus souvent ignorés, négligés et ne font pas partie des priorités des agendas des organisations qui militent pour les droits des personnes LGBT. Par ailleurs, du fait des politiques conservatrices des organisations féministes africaines, les activistes des droits des femmes sont le plus souvent réticentes à reconnaître publiquement les problèmes des LBQFSF comme faisant partie intégrante de leurs agendas visant à promouvoir les droits de toutes les femmes, quelle que soit leur orientation sexuelle ou leur identité de genre. Par conséquent, les activistes LBQFSF n'ont que des possibilités très limitées de conduire un plaidoyer ou de participer simplement aux initiatives de justice sociale visant à la valorisation des droits de toutes les femmes africaines. De plus, les bailleurs de fonds et les agences gouvernementales offrent très peu de soutien et de ressources afin de permettre aux associations LBQFSF de s'implanter.

Quand il existe des initiatives avec et par des LBQFSF, celles-ci sont menées essentiellement par des groupes à base communautaire, dirigées par des leaders relativement inexpérimentés. La majorité de ces groupes sont informels dans leur structuration et travaillent de manières essentiellement bénévoles et totalement isolées. En dépit

de ces réalités, les femmes LBQFSF s'engagent de plus en plus dans l'activisme, notamment à travers des structures, informelles pour les unes et formelles pour les autres, parmi lesquelles on compte certaines ayant déjà une certaine visibilité comme la Coalition of African Lesbians (CAL). La grande majorité par contre, continue de travailler de manière isolée et invisible.

En Afrique centrale et Occidentale, des associations LBQFSF qui travaillent à la même échelle et avec les capacités organisationnelles similaires à celles des GBHSH sont quasi-inexistantes. Car les organisations LGBT nouvellement créées dans ces sous-régions sont essentiellement dominées par des hommes et focalisent l'essentiel de leur travail sur la santé sexuelle et les droits des GBHSH. De même, la focalisation de ce qu'on pourrait nommer «l'industrie du VIH» sur les activités de prévention du VIH/SIDA des populations à risque, principalement les GBHSH et les travailleurs/ses du sexe notamment, contribue à reléguer au second plan des sujets tous aussi sérieux et complexes concernant la communauté LGBT dans son intégralité. Cette stratégie a contribué à limiter les possibilités d'émergence d'une base de leadership diversifiée avec une place intégrale pour les LBQFSF et réduit considérablement leurs possibilités à contribuer à cet élan de la mouvance sociale en faveur des droits des LGBT dans toute sa globalité.

Frustrées, désillusionnées mais toujours déterminées, les groupes communautaires LBQFSF s'organisent progressivement dans certaines grandes villes de l'Afrique Centrale et Occidentale pour mettre en œuvre des stratégies afin de venir à bout de leur manque de visibilité, d'expérience et de ressources, en vue de former leur propre mouvement. Leurs efforts auraient bien pu être soutenus par des organisations féministes et même des organisations de GBHSH, mais toutes les tentatives allant dans ce sens ont été quasiment des échecs jusqu'à présent.

C'est à partir de ces constants que QAYN a identifié le besoin de renforcer la capacité en leadership et le travail de jeunes activistes LBQFSF émergentes au sein de leurs communautés en Afrique Centrale et Occidentale, en particulier dans les pays francophones.

En 2011, QAYN a initié un partenariat avec **Isis International**, une organisation féministe basée à Manille aux

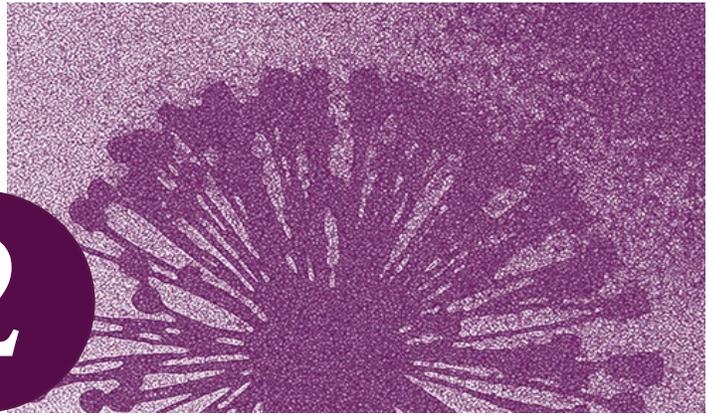
Philippines, pour développer une formation en leadership intitulé, *Genre, Sexualité et Communications: Vers un renforcement du leadership des jeunes femmes FSF Francophones de l'Afrique de l'Ouest*. Ce projet comportait deux volets dont un atelier de formation sur le genre, la sexualité et la communications d'une part, et de l'autre, initier une mobilisation communautaire consacrée à l'implémentation d'un plan d'action développé lors de l'atelier de formation. L'atelier s'est déroulé à Ouagadougou, au Burkina Faso en septembre 2012 et a permis de réunir huit (08) jeunes activistes venues du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et du Togo.

La mise en œuvre du plan d'action qui a suivi l'atelier, a consisté en des activités de groupes focalisées sur la mobilisation et la conscientisation des LBQFSF dans les pays d'origine des participantes de l'atelier. Sur une période de six mois, de novembre 2012 à Avril 2013, bien que certains groupes (du Burkina Faso et du Togo notamment) ont prolongé leurs activités jusqu'en juin, ces jeunes activistes ont organisé plusieurs activités, avec pour objectif de regrouper au moins 50 femmes LBQFSF à travers des causeries éducatives, des projections cinématographiques et des activités sportives dans chaque pays afin d'initier un intérêt de la vie associative.

Ce rapport a pour but de présenter le travail qui a été mené durant cette phase dans deux pays, le Togo et le Cameroun en l'occurrence, en vue de tenter de comprendre les complexités de la mobilisation communautaire menée par ces activistes LBQFSF en Afrique centrale et Occidentale. Son but est de fournir une base d'analyse de certains des défis cruciaux qui affectent ces communautés d'une part, et de proposer des pistes de réflexion sur des moyens d'améliorer et soutenir le travail des activistes LBQFSF émergentes qui tentent de mobiliser leurs communautés.

D'autre part, ce rapport vise également à initier des débats au sein du mouvement des femmes, des activistes LGBT et toute la mouvance de la justice sociale, sur la nécessité de travailler avec et soutenir les initiatives des groupes LBQFSF. Dernièrement, ce rapport invite les bailleurs de fonds à s'intéresser davantage et investir dans le travail pertinent, qui est mené sur le terrain par ces groupes.

Deux 2



Vue d'ensemble du Projet

Depuis ses débuts, QAYN travaille à identifier et soutenir des jeunes activistes, tant ceux et celles qui militent dans des associations LGBT et les organisations de jeunes, que ceux et celles qui militent indépendamment. Toutefois, QAYN a une vision particulière pour les jeunes activistes lesbiennes, bisexuelles, queer et femmes qui ont des rapports sexuels avec des femmes tant dans les pays Anglophones que Francophones d'Afrique de l'ouest. QAYN croit fortement à l'engagement collectif et travaille en collaboration avec d'autres mouvements dans diverses régions, afin de réaliser le changement social qu'elle ambitionne.

C'est dans ce cadre stratégique que QAYN a identifié Isis International en avril 2011 comme partenaire, en vue de développer un projet de leadership en faveur des jeunes femmes activistes francophones. Isis International, une organisation féministe basée aux Philippines, s'est jointe à QAYN dans la réalisation de ce projet, notamment dans le développement des modules et la facilitation de l'atelier. Isis a également apporté son expérience en matière de plaider sur diverses thématiques en rapport avec les droits des femmes dans les pays du Sud, incluant le plaider pour les droits des personnes LGBT en Asie du Sud-Est. Baptisé plus tard *Genre, Sexualité et Communications: Vers un renforcement du leadership des jeunes FSF Francophones de l'Afrique de l'Ouest*, a été mise en place comme un programme de huit (08) mois, avec l'ambition de renforcer le leadership, les connaissances et les compétences de base dont auraient le plus besoin ces jeunes femmes afin de mettre en place des groupes LBQFSF durables au sein de leurs communautés. Ce programme visait ainsi à amener les jeunes activistes de plusieurs pays autour d'un idéal basé sur une meilleure compréhension des questions de genre et de la sexualité, propre aux contextes africains et de forger des compétences en matière de leadership, de mobilisation

communautaire et de communications.

La planification et la levée des fonds nécessaires pour ce projet ont pris près d'un an et demi. La première phase du projet, un atelier cinq jours, s'est finalement déroulée au Burkina Faso en septembre 2012. Cet atelier, premier du genre dans la sous-région, a réuni huit (08) jeunes activistes lesbiennes, bisexuelles et queer du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Togo et du Sénégal.

L'objectif principal de cet atelier était de renforcer les capacités individuelles et organisationnelles des participantes en vue de formaliser leur potentiel en matière de militantisme. Un des résultats immédiats de l'atelier a été le développement d'un plan d'action collectif que les participantes se sont attelées à mettre en œuvre sur une période de six (06) mois à l'issue de l'atelier. Les actions spécifiques inscrites dans ce plan d'action s'inscrivaient en droite ligne de leurs objectifs généraux qui étaient de créer au sein de leurs communautés respectives, des espaces sûrs devant permettre de rapprocher différents groupes de LBQFSF et à travers des discussions, de mettre en évidence leurs besoins spécifiques qui informeront des bases d'actions collectives futures. En vue de soutenir les activistes dans leurs efforts, Isis et QAYN ont offert la modeste somme de 600 dollars US par pays pour la mise en œuvre des activités sur une période de six (06) mois.

Sélection et brève présentation des participantes

Le processus de sélection des participantes était basé sur deux principaux facteurs: d'une part, nous recherchions des jeunes femmes ayant de nombreux contacts au sein de leurs communautés et d'autre part, nous voulions qu'elles possèdent une certaine expérience du travail communautaire (formelle ou non) ou qu'elles s'intéressaient à ce type de travail associatif. Plus précisément, nous recherchions des jeunes femmes curieuses et courageuses par nature, capables de bien exprimer leurs points de vue et intéressées par le travail au niveau communautaire. Toutefois, pour les besoins de communication (réunions virtuelles et reporting) être participante dans ce projet demandait un minimum de compétences rédactionnelles. Finalement, nous avons pris en compte le fait que, dû à la nature délicate du projet, deux jeunes femmes seraient sélectionnées par pays, en vue de promouvoir le travail collaboratif, la solidarité entre pairs et pallier à la possibilité que certaines participantes abandonneront le projet. Lorsque cela était possible, nous avons sélectionné des candidates militant dans une même structure ou groupe informel. Un choix qui se justifiait par le fait que, ne disposant pas d'assez de ressources financières pour ce projet ambitieux, il était donc préférable de sélectionner des participantes qui avaient ou pouvaient avoir accès à des ressources gratuits, tel qu'un espace pour organiser des activités.

TOGO- Avec le soutien d'Yves Kugbe d'Espoir Vie Togo, une organisation de santé disposant d'un programme HSH à Lomé, nous avons pu sélectionner deux de leurs volontaires, qui étaient coordinatrices d'un groupe de parole pour la communauté des lesbiennes et bisexuelles. L'une des deux jeunes femmes était titulaire d'une License en Assurance et l'autre, d'une Licence en Gestion des Ressources humaines. Elles avaient respectivement 25 et 22 ans. L'une s'identifiait comme étant lesbienne et l'autre comme bisexuelle.

SÉNÉGAL- Grâce à des contacts dont nous disposons avec une organisation féministe travaillant avec des jeunes femmes lesbiennes et bisexuelles, Sourire de Femme, nous avons pu sélectionner deux filles parmi leurs bénévoles. L'une était une joueuse de football professionnelle âgée de 24 ans et avait un niveau d'études primaire. La deuxième,

âgée de 30 ans, était titulaire d'un Master en Sociologie et était sans emploi, bien qu'elle occupait le poste bénévole de vice-présidente de Sourire de femmes. L'une était devenue une mère célibataire à l'âge de 17 ans et s'identifiait comme une lesbienne, tandis que l'autre s'identifiait comme une FSF.

CÔTE D'IVOIRE- Nous avons eu connaissance de l'existence d'un groupe en Côte d'Ivoire, Lesbian Life Association Côte d'Ivoire (LLACI) à travers le Fonds mondial pour les femmes, l'un de nos bailleurs de fonds de ce projet. La cofondatrice a pris part à l'atelier, c'était une jeune femme de 23 ans, webmaster de formation, mais sans emploi à l'époque. Elle s'identifiait comme étant un «garçon».

BURKINA FASO- Ici, les contacts dont disposaient déjà QAYN au niveau local, lui ont permis d'identifier trois jeunes femmes. Aucune d'elles n'était affiliée à une organisation et n'avait de l'expérience en matière de travail associatif, à l'exception d'une seule, fondatrice d'une organisation d'aide aux orphelins dans les milieux ruraux. Deux des trois étaient basées à Ouagadougou et la troisième vivait à Ouahigouya, la troisième ville du pays. Elles avaient 23, 31 et 33 ans et étaient respectivement mécanicienne, gérante de restaurant et sans emploi. Toutes les trois avaient un niveau d'études équivalent au secondaire. Deux d'entre elles s'identifiaient comme étant des lesbiennes et la troisième comme une queer, parmi les trois, deux étaient des mères célibataires avant l'âge de 20 ans.

Un mois avant la mise en œuvre du plan d'action, une activiste Camerounaise a rejoint le projet, et c'est la seule participante à ne avoir pas pris part à l'atelier de Ouagadougou. La jeune activiste, enseignante et chercheuse de profession, était titulaire d'un Master en Psychologie et s'identifiait comme étant lesbienne. Elle était par ailleurs coordinatrice de la cellule genre nouvellement créée par Humanity First Cameroon, une organisation HSH membre de QAYN.

Au cours du projet, elle sera appuyée dans son travail par cinq paires éducatrices, âgées de 23 à 35 ans. Trois d'entre elles étaient des mères célibataires et la quatrième était enceinte lors du démarrage du projet – elle quittera par la suite le projet pour accoucher. L'une était coach de football, deux des fonctionnaires, une autre, étudiante en 3ème

année de Licence en Géographie et la cinquième était sans emploi.

Bref résumé du plan d'action

Le principal objectif de ce plan d'action était de créer au sein de leurs communautés respectives, des espaces sûrs devant permettre de rapprocher différents groupes de LBQFSF et à travers des discussions, de mettre en évidence leurs besoins spécifiques qui informeront des bases d'actions collectives futures. Les coordinatrices avaient pour but de réunir au moins 50 LBQFSF dans chaque pays autour d'activités telles que des causeries éducatives bihebdomadaires, des projections cinématographiques et d'autres activités à caractère socioculturel telles que des rencontres sportives. Chaque groupe par la suite a adapté le plan collectif à son contexte spécifique, avec des légères variations des activités.

La mise en œuvre du projet dans les pays comme le Burkina Faso, le Cameroun et le Togo a été entamée à la fin du mois de novembre 2012, tandis qu'au Sénégal les activités ont débuté en Décembre. De novembre 2012 à mai 2013, les activités suivantes ont été menées dans chaque pays:

Cameroun (Novembre 2012 – Mai 2013). Sept (07) activités ont été menées et 32 LBQFSF ont été mobilisées à cet effet. Parmi les activités on a pu noter : 1) des causeries éducatives ; 2) des projections cinématographiques ; 3) des actions de sensibilisation dans des snacks/bars et autres lieux de rencontre des LBQFSF dans la ville de Yaoundé; 4) la paire éducation à travers des permanences d'écoute; 5) des activités culinaires ; 6) des séances de dépistage du VIH et des IST ; et 7) des réunions de coordination en vue d'évaluer les avancées du projet. Humanity First Cameroon a soutenu le groupe dans ses efforts en mettant à la disposition des filles, son centre d'écoute et son expertise de la vie associative.

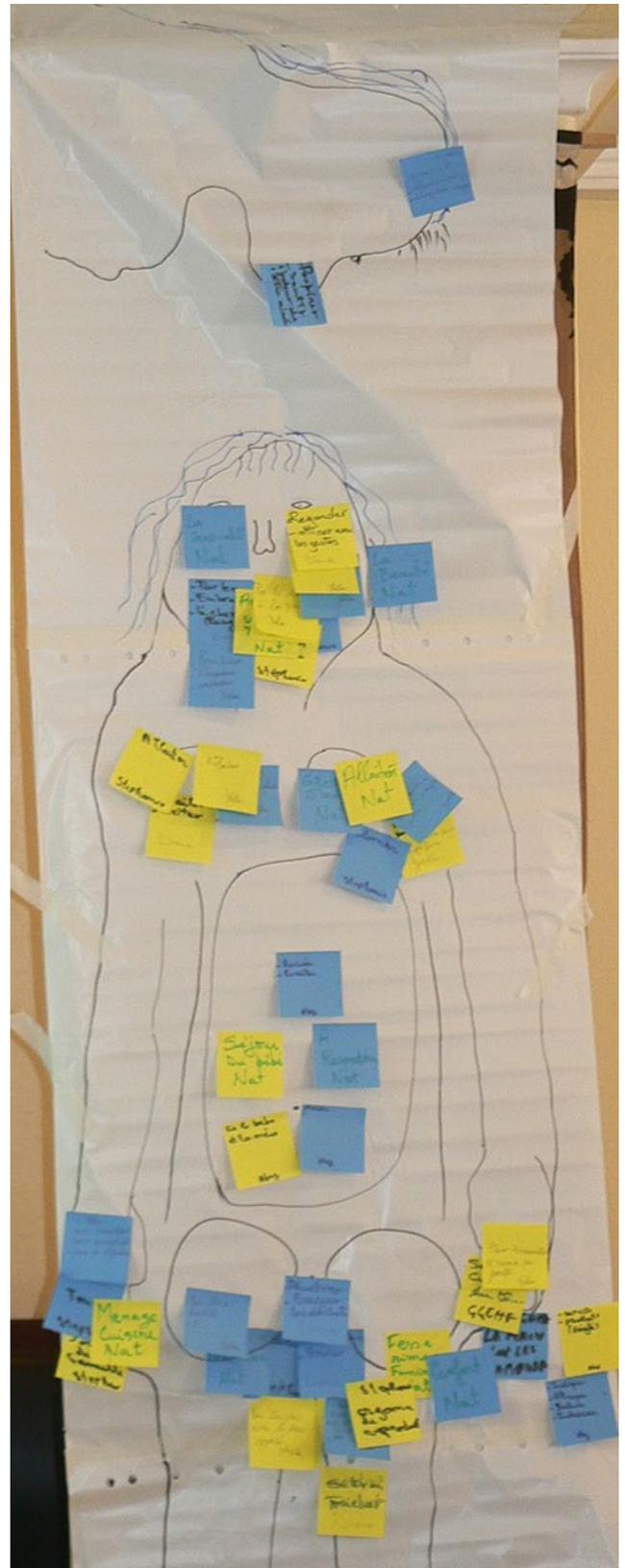
Togo (Novembre 2012 – Juin 2013). Les principales activités étaient les causeries éducatives et les projections cinématographiques. Neuf (09) activités ont été organisées au total et ont permis de toucher 102 LBQFSF. L'association Espoir Vie Togo a mis à la disposition du groupe un espace pour organiser certaines de ses activités.

Sénégal (Novembre 2012 – Mars 2013). En dépit du fait que les activistes retenues dans ce pays étaient toutes déjà membres d'une organisation, elles ont eu beaucoup de mal à mener leurs activités et ont finalement quitté le projet fin Mars 2013. Toutefois, pendant leur période active dans le projet, elles ont pu mener quatre activités, principalement des groupes de discussions et sont parvenues à mobiliser 50 LBQFSF à Dakar et à Guédiawaye, une localité de la banlieue de Dakar.

Burkina Faso (Novembre 2012 – Juin 2013). Les principales activités étaient des causeries éducatives, des projections cinématographiques et un match de football. Au total, ce groupe a pu organiser neuf (09) discussions de groupes, trois (03) projections cinématographiques et un (01) match de football. Vingt-sept (27) LBQFSF ont pu bénéficier du projet. Au début, le groupe menait ses activités dans un restaurant géré par l'une des coordinatrices du projet. Ces activités se déroulaient tous les dimanches quand le restaurant était fermé, et ce n'est qu'en fin décembre 2012, lorsque QAYN a ouvert le premier centre dédié à la communauté LGBT à Ouagadougou, que ce groupe a pu bénéficier d'un espace de travail sécurisé pour leurs activités.

Afin de soutenir la formation d'un réseau, les coordinatrices communiquaient à travers les médias sociaux, principalement via Facebook et avait recours à une mailing liste pour la diffusion de leurs rapports, le partage des ressources de travail et d'autres informations pertinentes. Grâce au groupe Facebook créé au début du projet par elles-mêmes, les coordinatrices organisaient des sessions de discussions en live le 3ème samedi de chaque mois, afin de partager leurs avancées respectives, leurs plans pour le mois suivant, les difficultés auxquelles elles se retrouvaient confrontées, etc. Ce soutien virtuel a contribué au renforcement de la solidarité, la participation et l'apprentissage par l'expérience. En plus de leur propre réseau, elles ont également créé un second groupe Facebook secret dont le but était de mobiliser leurs pairs qui, pour diverses raisons, ne pouvaient participer aux actions qu'elles menaient sur le terrain. L'une d'elles était chargée de l'administration des groupes Facebook, une autre de l'organisation des rencontres mensuelles et moi, je m'occupais de la coordination du mailing liste.

Tout au long du projet, QAYN a soutenu les groupes à distance et, pendant le mois de février 2013, j'ai effectué des visites de terrain en vue d'évaluer l'avancée des activités, notamment dans les villes de Lomé, Dakar et Yaoundé.



Trois

3



Le cas du Cameroun

Contexte du pays

Un rapport récent de Human Rights Watch a trouvé que le Cameroun était l'un des rares pays au monde à poursuivre avec zèle en justice ses citoyens pratiquent des rapports homosexuels entre adultes consentants². Le fameux article 347 bis du code pénal Camerounais stipule qu'«est puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de 20 000 à 200 000 francs toute personne qui à des rapports sexuels avec une personne du même sexe »³.

Pendant mon séjour en février 2013 dans les villes de Douala et Yaoundé, je me suis entretenue avec quatre membres de la communauté dont les vies ont été largement affectées par la répression dont sont victimes les personnes identifiées comme ou suspectées d'être homosexuelles. Des quatre, deux étaient des jeunes aux allures non-conformistes, récemment sortis de prison. Un autre, un gay, avait lui aussi passé une année en prison avant d'être condamné pour trois ans supplémentaire. La quatrième, une jeune lesbienne, avait été libérée de prison en attendant l'issue de son procès. Tous ces témoignages ont illustré l'impact de ces lois sur la vie des personnes LGBT Camerounaises.

Pendant mon séjour en février 2013 dans les villes de Douala et Yaoundé, je me suis entretenue avec quatre membres de la communauté dont les vies ont été largement affectées par la répression dont sont victimes les personnes identifiées comme ou suspectées d'être homosexuelles. Des

quatre, deux étaient des jeunes aux allures non-conformistes, récemment sortis de prison. Un autre, un gay, avait lui aussi passé une année en prison avant d'être condamné pour trois ans supplémentaire. La quatrième, une jeune lesbienne, avait été libérée de prison en attendant l'issue de son procès. Tous ces témoignages ont illustré l'impact de ces lois sur la vie des personnes LGBT Camerounaises.

En plus de cet environnement hostile, j'ai été très surprise de découvrir que le commun des Camerounais associe l'homosexualité à de la sorcellerie. Toutes les personnes LGBT avec lesquelles je me suis entretenue affirmait que, en plus de la loi répressive, le reste de la société les rejetait également car les personnes homosexuelles étaient considérées comme appartenant à des sectes et ayant de ce fait, pactisé avec le diable pour s'enrichir matériellement. Certaines études ethnographiques ont documenté ces perceptions sociales de l'homosexualité. C'est le cas notamment de l'anthropologue Ombolo J.P. qui, dans un essai sur la sexualité dans la culture Béti (le plus grand groupe ethnique d'Afrique Centrale que l'on retrouve dans le Centre et le Sud du Cameroun), a découvert qu'il y a quelques décennies, l'homosexualité était largement perçue comme de la sorcellerie et puni sévèrement. Selon l'anthropologue, les femmes accusées d'avoir des rapports sexuels avec des femmes (FSF) étaient battues et victimes de mutilations génitales par la suite³. Bien que cette deuxième pratique ne soit plus pratiquée contre les FSE, leurs vies demeurent largement influencées par le regard de la société, ce qui pousse la plupart d'entre elles à faire des enfants, question de « prouver » qu'elles ne sont pas lesbiennes. C'est d'ailleurs l'une

2 Guilty by Association, Human Rights Violations in the Enforcement of Cameroon's Anti-Homosexuality Law. Human Right Watch: <http://www.hrw.org/reports/2013/03/21/guilty-association>

3 Sexe et société en Afrique noire. L'anthropologie sexuelle beti: essai analytique, critique et comparatif. Ombolo, J.P. (1990). Paris: l'Harmattan.

des principales raisons pour laquelle l'on retrouve un nombre important de mères célibataires au sein des communautés LBQFSF du Cameroun.

Selon les activistes LGBT, la montée de l'homophobie au sein de la société Camerounaise est aussi justifiée par le fait que, de plus en plus de personnes LGBT s'affichent, qu'elles soient activistes ou non. Les personnes aux allures non-conformistes attribuées à leur genre, sont victimes d'une hostilité plus poussée. Les arrestations, violences physiques et extorsions des hommes efféminés sont des exemples de ces persécutions. En ce qui concerne les femmes, ce sont celles à l'allure masculine, de facto considérées comme des footballeuses, qui sont les plus visibles et plus susceptibles de subir les mêmes types de violences et les types de discriminations que celles vécues par les hommes efféminés.

Dans un pays aussi religieux comme le Cameroun, les églises occupent une place importante dans le façonnement des mentalités. Ces derniers temps, plusieurs leaders religieux ont tenu des prêches homophobes et/ou incitant à l'homophobie. C'est le cas par exemple de l'archevêque de la ville de Yaoundé qui, dans son homélie du 25 décembre 2012, a appelé vigoureusement ses fidèles à discriminer les personnes LGBT. De même, lors d'une conférence de presse à l'issue d'un atelier dont le thème était : «*Terrorisme dans la société et dogme: leurs origines et comment les éradiquer*» organisé au mois de juin 2013, Cheick Hassan Nsangou, guide national de la Communauté islamique Ahl-Ul-Bayt du Cameroun (CISAC), une association camerounaise représentant les valeurs familiales religieuses, a comparé l'homosexualité à du «terrorisme sexuel»⁴ et a appelé les musulmans à la combattre.

Malgré ce climat tendu, les personnes LGBT deviennent de plus en plus visibles au Cameroun, notamment dans la vie associative. Le pays compte à ce jour sept (07) associations LGBT/HSH, quasiment toutes dirigées par des HSH, on ne compte qu'une seule organisation de lesbiennes (et dirigée par des lesbiennes), Lady's Corporation, qui utilise le sport, principalement le football, comme moyen de mobiliser la communauté LBQFSF.

4 Cameroun: L'Islam dit non à l'homosexualité! Camer.be. <http://www.camer.be/index1.php?art=27242&rub=10%3A1>

Etude de cas de la mobilisation communautaire des LBQFSF au Cameroun

Un début difficile

Au moment où nous contactons Humanity First Cameroon (HFC) pour faire partie de ce projet, cette organisation membre de QAYN venait juste de recruter Mariane⁵, leur première bénévole lesbienne, à qui elle avait confié la direction de sa cellule genre, nouvellement créée. Le projet de QAYN tombait donc à pic pour HFC qui voyait en ce projet l'opportunité de pouvoir enfin travailler avec les communautés LBQFSF vivant dans la ville de Yaoundé. Ils ont utilisé de tous leurs moyens pour l'implémentation de ce projet et ont mis leur centre d'écoute à la disposition du projet en autres. Jouissant d'une expérience dans la recherche et en tant qu'enseignante, Mariane faisait ses premiers pas en tant qu'activiste lesbienne certes, mais voyait en ce projet FSF (le titre qu'elle a donné au projet) l'occasion idéale de pouvoir travailler avec les communautés LBQFSF de sa ville.

En tant que la coordinatrice du projet, Mariane a rapidement développé son propre plan d'action, dont le but premier était d'amener les LBQFSF de la ville à s'intéresser à s'intéresser à la vie associative, tout en créant un espace sûr et convivial devant permettre aux potentielles leaders de se rencontrer, de discuter et échanger sur des sujets d'intérêts et se créer un cadre de réflexion sur comment faire aux discriminations entant qu'un collectif. Concrètement, le plan d'action prévoyait l'organisation de causeries éducatives, de séances de projection cinématographiques et d'activités sportives en vue de mobiliser au moins 50 LBQFSF en six (06) mois à travers l'organisation de deux (02) activités par mois.

Le plan de mobilisation prévoyait d'organiser des visites dans des lieux régulièrement fréquentés par les LBQFSF, tels que les snack-bars, les restaurants et autres points de rencontres, ceci dans le but d'informer les filles sur le projet et ses enjeux, identifier des potentielles leaders au sein chaque communauté afin d'établir un climat de confiance avant

5 Un pseudonyme

de les inviter à participer aux activités au centre de HFC.

Avant de rejoindre HFC, Mariane avait peu de contacts au sein de la communauté LGBT et venant du milieu universitaire, ce projet était donc sa première expérience en tant que leader dans un milieu associatif. En vue de faciliter son intégration au sein de la communauté FSF, le directeur exécutif de HFC l'a mise en contact avec Syl⁶, une jeune femme bien connectée dans le milieu, afin qu'elle lui serve de liaison. Elles ont passé les premières semaines à faire des descentes dans des lieux publics et d'entrer en contact avec la cible via plusieurs groupes sur Facebook afin d'identifier des leaders potentielles de ces groupes qu'elles inviteraient par la suite à leur première activité.

Après deux semaines de réseautage intensif, les premiers contacts étaient établis et à travers une succession de messages instantanés, d'appels téléphoniques, d'entretiens individuels, les coordinatrices ont déduit qu'un certain niveau de confiance avait été établi avec certains membres des groupes identifiés. Donc, à la troisième semaine du mois de Novembre 2012, l'équipe estimait déjà qu'elle pouvait organiser leur première activité. L'activité en question était une causerie éducative. Pour cela, les coordinatrices ont offert des rafraichissements et remboursé les frais de déplacement des participantes, ceci en vue de les encourager à venir assister à la prochaine activité. Pour cette première activité, les coordinatrices s'attendaient à accueillir quinze (15) participantes, mais six (06) ont fait le déplacement. Le thème de la causerie éducative: «**qui est la lesbienne?**». Une question qui a permis de mettre en évidence les nombreuses définitions de cette étiquette qui circulaient dans les communautés LBQFSF et guider les coordinatrices être sensible avec l'utilisation de ces étiquettes.

En prélude à la planification de la série d'activités prévue pour le mois de décembre, les coordinatrices ont cherché à comprendre les raisons de ce faible taux de participation à la première activité. Une enquête auprès des premières participantes et celles qui avaient confirmé leur participation mais n'avaient finalement pas fait le déplacement, ont révélé les points suivants:

1. Certaines d'entre elles avaient peur d'être pointées du doigt, stigmatisées et identifiées comme étant des

6 Un pseudonyme

lesbiennes, par le simple fait qu'on les verrait entrer dans le centre d'écoute de HFC, connu pour être fréquenté par des hommes efféminés;

2. D'autres ont affirmé ne pas vouloir partager le même espace que des "footballeuses", c'est-à-dire, des femmes à l'allure masculine qui d'après elles, attirent trop l'attention et sont réputées pour leur agressivité;

3. Certaines ont affirmé faire déjà partie d'un groupe et par conséquent, ne voyaient pas l'intérêt de faire partie d'un autre;

4. Enfin, certaines ont fait mention d'expériences négatives avec des HSH dans le passé comme étant la raison pour laquelle elles ont hésité à fréquenter le centre.

Les enquêtes menées par Mariane et Syl ont ainsi révélé que, disposer d'un espace sécurisé à l'intention des LBQFSF ne saurait suffire pour les attirer. Le résultat de leur enquête ont donc mis en évidence certaines réalités complexes existant entre les différents groupes de LBQFSF de la ville, des problèmes qu'il était important d'en discuter et de les inclure dans leurs actions futures si elles souhaitaient atteindre leur but.

Pour le mois de décembre, deux activités étaient programmées – une discussion de groupe le 18 décembre et une projection cinématographique le 29. Seule quatre (04) participantes ont pris part à la première activité et pour la seconde, leur nombre a encore baissé à trois (03). En plus, Syl s'est retirée du projet, ce qui a davantage compliqué le travail de Mariane.

Démoralisée, Mariane a décidé de revoir sa stratégie et son plan d'action. Pour comprendre les raisons pour lesquelles les femmes étaient réticentes à venir assister aux activités de groupes, elle a effectué un entretien individuel auprès de certaines et a conclu que la plupart de ces femmes semblaient préférer davantage l'idée de se rencontrer dans un cadre plus privé. Suite à ces entretiens, Mariane a pu déduire qu'il y avait un certain intérêt dans la vie associative parmi certains groupes de LBQFSF, mais pour que le projet avance, elle devrait s'atteler en premier lieu à rétablir la confiance entre les différents groupes, à travailler individuellement avec chacune des filles, afin de venir à bout de leur peur d'être exposées et surtout de venir à bout de leurs préjugés

sur les autres membres de la communauté de manière à pouvoir partager un même espace communautaire.

Mariane était également limitée par ses activités professionnelles entant qu'enseignante et chercheuse, ce qui l'obligeait à ne consacrer que deux jours par semaine à la coordination du projet.

Tous ces obstacles dans l'implémentation du projet semblaient à première vue donner l'impression qu'il est presque impossible qu'un tel projet réussisse au Cameroun. Cependant, ces obstacles ne sont pas unique à ce pays— les communautés LBQFSF se constituent généralement de manière isolée, dans le secret et la peur ; elles se fréquentent très rarement à cause des divisions intracommunautaires. Ces réalités restent les mêmes que ces communautés soient en Afrique Centrale ou de l'Ouest.

Recadrer les stratégies pour venir à bout des obstacles

Comment amener des groupes de femmes avec intérêts divergents à adhérer à un projet commun?

En vue d'accroître le nombre de participantes aux activités et d'impliquer davantage les quelques bénéficiaires qui faisaient preuve d'un certain engouement depuis le début, Mariane a encouragé deux d'entre elles à devenir des animatrices dans le cadre du projet. Cela impliquerait de travailler un après-midi par semaine au centre HFC, en vue d'assurer des permanences d'écoute sur internet et par téléphone. Comme mesure d'accompagnement, leurs frais de taxi seraient remboursés à hauteur de 1.000 F CFA (\$2). A la fin du mois du janvier 2013, deux autres femmes se porteront bénévoles comme animatrices, ainsi, le projet disposait désormais de quatre (04) animatrices qui assuraient des permanences au centre tous les après-midis du Mardi au Vendredi. Une approche qui a permis d'attirer 07 nouvelles femmes dans le groupe en janvier.

Au mois de janvier, une causerie éducative sur le thème "Être femme et activiste" a été organisée et a été guidée par deux questions: "Quelle est votre définition la définition de l'activisme?" et "A quoi devrait ressembler l'activisme des FSF au Cameroun?" La seconde activité du mois-avait été une réunion de mise au point des cinq (05) mem-

bres de l'équipe, afin d'évaluer l'incidence de cette approche sur l'évolution du projet. Ces réunions mensuelles de coordination deviendront l'une des articulations essentielles de ce projet.

La nouvelle stratégie qui a vu l'implication de certaines bénéficiaires entant que co-coordinatrices du projet, s'est avérée être une approche salvatrice pour le projet. Le leadership des coordinatrices appartenant à des réseaux différents, a permis de pénétrer plus aisément chacun de ces réseaux, de toucher plus de bénéficiaires.

Tisser des liens pour rassembler des femmes appartenant à des groupes différents

Tant en Afrique centrale qu'en Afrique de l'Ouest, divers facteurs complexes, aussi bien d'ordre personnels que socioculturels influencent la manière dont les communautés LBQFSF interagissent entre elles et il est fréquent que la plupart de ces groupes se sont formés sur la base de certaines affinités entre les membres, telles que l'identité de genre, le statut matrimonial, l'âge, le statut professionnel, autour d'un même loisir sportif, etc. Le Cameroun n'échappe pas à cette règle et l'on décèle des divisions au sein des différents groupes LBQFSF. Ce qui m'a le plus marqué était la discrimination envers les femmes à l'apparence masculine, perçues comme étant agressives et d'attirer trop d'attention sur elles. Les rapports d'activités du groupe ont également montré la persistance de ce stéréotype, notamment à travers le fait que certaines des bénéficiaires refusaient de participer à des activités impliquant ces «footballeuses», estimant que leur présence accroîtrait leur risque d'être cataloguée comme lesbienne d'une part et d'autre part, du fait que ces «footballeuses» étaient particulièrement agressives et cherchaient toujours à se bagarrer. Un autre facteur de division était le fait que les LBQFSF disposant d'un emploi, rechignaient à prendre part aux activités, ne voulant pas se mêler à une «certaine catégorie de LBQFSF» (quelles considéraient comme étant inférieures en raison de leur statut économique assez bas). En outre, comme cela est typique des groupes fermés, la plupart des bénéficiaires les plus en vue se connaissaient déjà entre elles et la plus part avaient des antécédents de conflits personnels.

En plus de faire face aux problèmes de manque de ressources et aux questions de sécurité, les activistes LBQFSF finissent par s'imprégner de ces dynamismes et à faire avec

toutes ces complexités interpersonnelles ou intracommunautaires si elles veulent vraiment travailler avec les LBQFSF. Lors de l'initiation de ce genre de regroupement communautaire avec des groupes marginaux et divisés, il est important d'engager les leaders des différents groupes de sorte qu'elles arrivent à réaliser que quelque soit leur position sociale, elles font face aux mêmes injustices sociales. Il est également important d'amener ces groupes à comprendre les différents facteurs qui nous poussent à internaliser ces injustices (et les intégrer à notre personnalité) au point de les reproduire au sein de nos groupes à travers nos comportements envers les autres.

Pour tenter d'approcher les différents groupes, Mariane et sa nouvelle équipe ont opté pour deux (02) approches, notamment:

1) Les cinq (05) membres de l'équipe, chacune faisant partie d'un cercle social différent, devait, au sein de ses réseaux, mener des actions de sensibilisation dans des conditions où la cible se sentait le plus à l'aise et ne devait inviter une nouvelle participante à assister à une activité de groupe que si celle-ci se sentait prête à rencontrer de nouvelles LBQFSF.

Deux (02) membres de l'équipe étaient des fonctionnaires de l'état qui ont été chargée de mener des actions de proximité auprès des autres fonctionnaires et professionnelles de leur cercle social. Une autre membre de l'équipe, coach de football, avait la responsabilité de sensibiliser les LBQFSF sportives; l'étudiante quant à elle, devait avoir recours à son réseau étudiant pour approcher ses pairs ; tandis que la dernière, sans emploi mais pratiquant occasionnellement du petit commerce de rue, devait s'atteler à établir des connexions avec d'autres commerçantes de rue du milieu.

Le jour de sa permanence au centre, chaque animatrice, contactait un certain nombre de bénéficiaires par téléphone pour une séance de sensibilisation. A travers ces causeries interpersonnelles, l'équipe a pu recueillir des informations sur les discriminations dont étaient victimes les bénéficiaires sur la base, supposée ou réelle, de leur orientation sexuelle, l'impact de la stigmatisation de leur homosexualité sur leurs vies, son incidence sur le désir des personnes à vouloir à prendre part à des activités communautaires, et la manière dont elles contribuaient elles-mêmes à perpétuer certains aspects de cette stigmatisation au sein du milieu.



Ces permanences d'écoutes se sont avérées très importantes pour la survie du projet, car elles ont permis de toucher certaines LBQFSF qui même réticentes à prendre part aux activités de groupe, avaient néanmoins besoin de ce service.

2) Parallèlement à ces activités menées par les animatrices, Mariane s'était engagée à convaincre les membres de Lady's Corporation, la seule organisation lesbienne au Cameroun, à l'idée que ce projet n'était pas une menace contre leur travail. Cette organisation qui milite depuis 2008 dans la mobilisation communautaire à travers des activités sportives est bien ancrée dans les communautés LBQFSF de la ville. Mariane avait ainsi approché Berthe, la fondatrice de cette organisation, pour lui proposer de collaborer dans ce projet en planifiant des activités communes et en participant aux activités des unes et des autres afin de soutenir leurs initiatives respectives. Cette nouvelle collaboration démarra avec trois activités conjointes dont la première, organisée par Lady's Corporation, était un groupe de parole portant sur le thème de l'usage de la drogue au sein des communautés LGBT. La deuxième, organisée par Mariane et son équipe lors de sa visite, visait principalement à présenter QAYN et le projet à de nouveaux membres de la communauté. La troisième activité était un focus-group que j'ai organisé avec Lady's Corporation et les coordinatrices du projet et une représentante d'une association des travailleuses de sexe. Ces différentes activités visaient principalement à rassembler les différents leaders communautaires afin de discuter des valeurs de collaborations afin de surmonter les défis, surtout dans ce contexte répressif qu'est le Cameroun.

Au mois de février, en plus des membres de Lady's Corpo-

ration et des bénéficiaires régulières, le projet a accueilli cinq (05) nouvelles participantes.

Reconnaître les limites de ses actions tout en maintenant l'intérêt et la participation des bénéficiaires dans le projet

En dépit de tous ces défis politiques et socioculturels, des dynamiques interpersonnelles et intracommunautaires, le succès relatif du projet au Cameroun a montré un certain intérêt dans l'organisation communautaire par certains membres des groupes LBQFSF. Le plus remarquable est que la majorité de ces femmes qui s'intéressent à la vie communautaire, sont le plus souvent jeunes et celles qui vivent dans des conditions financières très précaires. Du fait que ce sont des jeunes femmes qui se battent au quotidien pour survenir aux besoins de leurs familles et assurer leur propre pain quotidien, leur vision de la vie associative est plus pragmatique; la plupart d'entre elles s'impliquent dans la vie associative dans l'espoir que leur engagement leur permette d'améliorer leur situation économique en premier lieu, la revendication de leurs droits fondamentaux a tendance à rester secondaire.

Il est alors fréquent que les activistes LBQFSF doivent répondre à un certain nombre de questions pratiques, telles que : *«qu'est-ce que je gagnerai en intégrant le groupe?», «pourquoi devrai-je prendre le risque de venir participer à vos activités?»*. Un exemple récurrent dont m'ont fait part les coordinatrices du projet était le fait que, lorsqu'elles invitaient leurs pairs aux activités, elles étaient souvent confrontées à des remarques du genre, *«vous devez toutes être déjà assez indépendantes financièrement pour vous impliquer aussi activement dans la défense de vos droits. Vous savez, j'essaye juste de m'assurer que j'aurai quelque chose à manger aujourd'hui.»*

Pour le groupe du Cameroun, leurs activités ont permis de mettre en évidence les attentes des bénéficiaires dont les plus communes étaient: *«nous avons besoin de formations professionnelles afin de nous permettre d'améliorer nos conditions financières»; «comment le projet entend-t-il résoudre nos problèmes en matière de santé sexuelle? Nous avons besoin de faire des tests du col de l'utérus et des ovaires afin de nous prémunir des cancers, des IST et du VIH/SIDA puisque, du fait des pressions sociales que nous subissons, la plupart d'entre nous sommes obligées d'avoir des rapports sexuels avec des*

hommes»; ou «notre besoin le plus important est d'avoir une sorte de refuge pouvant accueillir les LBQFSF qui se retrouveraient sans logis, après avoir été rejetées par leurs familles». Ces genres de revendications ont tendance à accabler des activistes novices qui travaillent avec très peu de moyens.

Contrairement aux gays et aux HSH qui ont pu s'organiser contre l'épidémie du VIH/SIDA notamment comme une menace évidente contre leurs communautés et pratiques sexuelles, les besoins des LBQFSF touchent de multiples aspects, dont le système patriarcal qui suit depuis des décennies et peuvent être difficiles à toucher du doigt. Par conséquent, ces problèmes complexes sont tels qu'il est difficile d'élaborer un agenda unique qui pourra prendre en compte les aspirations diverses de tous les groupes LBQFSF à la fois. Devant ces réalités, un projet de conscientisation est facilement perçu comme un besoin secondaire, comparé aux besoins quotidiens et basiques de la majorité de ces femmes.

Mariane et son équipe se sont rendu compte du besoin de communiquer les limites du projet aux bénéficiaires, surtout après avoir fait le constat que souvent certaines bénéficiaires assistaient à une première activité mais qu'il était difficile de les faire revenir. Pour satisfaire aux besoins de certaines bénéficiaires malgré leurs ressources limitées, l'équipe a estimé qu'il fallait inclure certaines activités qui n'étaient pas prévues au début. L'un des sujets qui revenait lors de chaque activité était la prise en charge des besoins en santé sexuelle des LBQFSF. L'équipe a décidé par conséquent, de commencer à exploiter les ressources documentaires disponibles au centre d'écoute de HFC qui travaille entre autre sur la thématique de la santé sexuelle des HSH, dont ceux vivant avec le VIH. Elles ont ainsi commencé à travailler en collaboration avec la conseillère psychosociale de HFC, en organisant notamment des consultations individuelles. Elles ont par ailleurs organisé une campagne de dépistage gratuit du VIH au courant du mois de mars, à l'issue de laquelle 15 femmes ont pu se faire dépister. Elles ont également consacré deux causeries éducatives au thème de l'hygiène corporelle et à la violence conjugale au sein des couples de même sexe. Au mois d'avril, un médecin invité a animé leur causerie éducative sur les IST les plus récurrentes chez les femmes. Ce même mois, elles ont profité de la «journée gastronomique» pour les personnes vivant avec le VIH organisée par HFC pour inviter leurs bénéficiaires à prendre part à un atelier diététique sur le thème *Bien manger pour*

rester en bonne santé. Une activité à laquelle neuf (09) femmes ont pris part. Elles ont également inclus quelques activités à caractère social dans leur projet. Ainsi, lors de la journée internationale de la femme, elles ont organisé une activité culinaire, invitant tant les LBQFSF que les HSH. Douze (12) femmes ont participé à cette activité.

Une autre stratégie utilisée par l'équipe pour surmonter les difficultés était d'inviter une des bénéficiaires lors de chaque activité à proposer un thème qui devait être abordé lors de l'activité suivante, thème qui sera par la suite communiqué aux coordinatrices du projet la semaine précédente la tenue de l'activité. Le jour de la rencontre, cette bénéficiaire se chargeait alors d'animer la causerie éducative. Le but de cette stratégie était d'encourager les bénéficiaires à s'approprier le projet et de jouer un rôle plus actif dans son succès. Avec cette approche, l'équipe visait à amener chaque bénéficiaire à évoluer du statut de simple bénéficiaire à celui de leader.

“Pour moi, en tant que coordinatrice du projet, les principaux défis étaient de mobiliser les LBQFSF qui vivent dans un contexte de peur constante ; d'organiser des activités susceptibles de les intéresser continuellement sans toutefois nous éloigner des buts et objectifs du projet ; de les maintenir toujours motivées afin qu'elles ne cessent de participer au projet tout en encourageant à inviter leurs amies à adhérer au projet.

Les défis au niveau communautaire étaient notamment d'amener chacune d'elles à surmonter sa peur de se sentir exposée ; de ne pas s'attarder sur les conflits entre « footballeuses » et « femmes féminines » ; de mettre de côté leurs conflits personnels entre « exes » et enfin ; de mettre de côté leurs rivalités personnelles et de voir les atouts de la vie associative.

La patience, le travail d'équipe et l'abnégation dont nous avons fait preuve au sein de l'équipe ont été les principaux éléments qui nous ont permis d'atteindre ces résultats. Et c'est une fierté personnelle pour moi.” Mariane

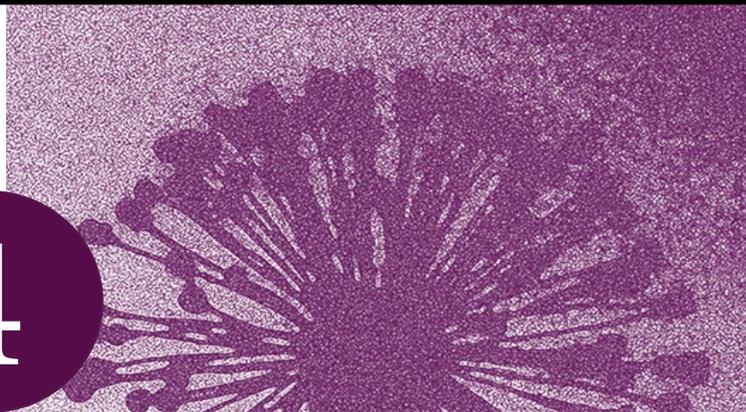
D'après Mariane et son équipe, ce n'est que maintenant, après sept (07) mois de travail acharné et après avoir surmonté de nombreuses difficultés, que les bénéficiaires commencent à comprendre la valeur et l'importance du projet. Leur travail de mobilisation communautaire commence à devenir plus aisé. Finalement, de Novembre 2012 à Mai 2013 (car le groupe a pu revoir son budget et prolonger les activités

sur un mois supplémentaire), le projet a finalement pu mobiliser 35 femmes parmi lesquelles 10 qui ont pris part à toutes les activités organisées.



Quatre

4



Le cas du Togo

Contexte du pays

Comme dans tous les pays de la sous-région Ouest Africaine, l'homosexualité est considérée comme une pratique anormale et immorale au Togo. Dans ce pays très religieux, la société toute entière condamne les relations sexuelles, même consensuelles, entre deux adultes de même sexe. Au niveau juridique, de tels actes sont considérés comme un «manque grossier de décence» et condamne par l'article 88 du code pénal. Cet article stipule en effet que : «devrait être passible d'une peine d'emprisonnement d'un à trois ans et d'une amende de 100 000 à 500 000 francs CFA toute personne commettant un acte contre nature avec une personne de son sexe.» Selon Tan⁷, l'une des coordinatrice du projet:

“Ce qui est plus préoccupant, c'est le fait que jusqu'ici, la presque totalité des personnes homosexuelles arrêtées ne l'ont pas été sous cet article, mais pour d'autres délits, même si le fait d'être homosexuelle était la principale raison.”

Un contexte légal ambigu et une interprétation culturelle de la sexualité et des expressions du genre ont abouti à la création d'un environnement dans lequel les violations des droits des personnes LGBT sont devenues monnaie courante, y compris les agressions verbales, physiques et intimidation. Les gays, particulièrement ceux efféminés sont les plus visés par ces attaques. Les violences dont sont victimes les LBQFSF sont généralement perpétrées dans des cadres privés, notamment par les membres de leurs familles, leurs partenaires et dans leurs lieux de service.

Discrètes, les LBQFSF, en particulier les jeunes qui vivent encore dans le domicile familial et dépendant toujours du soutien de leurs familles, vivent dans la peur constante que leur orientation sexuelle soit découverte. Par conséquent, ces femmes restent assez isolées et ont peur de prendre part aux activités organisées au sein de leurs communautés. Celles qui y prennent part ont tendance à être sceptique et très prudente. Pour compliquer les choses, il existait un sentiment de manque de confiance au sein des communautés LGBT provoqué par des conflits personnels et des rivalités qui perdurent, en particulier à l'intérieur des groupes de femmes qui ont tendance à sortir leurs amies du placard auprès de leur famille (parents, époux) et de leurs collègues, ceci sans doute dans le but d'avoir le sentiment de remporter des victoires lors de querelles et autres conflits personnels.

Comme dans la majorité des pays de la sous-région, lorsque l'on fait un état des lieux des organisations qui travaillent sur des thématiques LGBT, on se rend compte qu'il s'agit pour la plupart d'organisations non-gouvernementales, principalement celles qui travaillent dans le domaine du VIH/SIDA et qui ont des programmes de lutte contre le VIH spécifiques aux communautés HSH. Bien que de plus en plus d'organisation HSH voient le jour, celles qui essaient de travailler en dehors du champ du VIH/SIDA sont encore peu nombreuses et leurs efforts ont encore du mal à être vraiment inclusifs. Lorsque l'on interroge ces dirigeants émergents sur la place en termes de leadership qu'occupent les femmes dans ces organisations, les arguments les plus souvent avancés pour justifier le manque de représentativité des femmes sont presque les mêmes: «il leur est assez difficile de connaître les problèmes auxquels sont confrontées les communautés de femmes à cause de leur manque de visibilité»; «le fait que les femmes semblent plus en «sécu-

7 Nom d'emprunt

sécurité» que les hommes car elles arrivent à se fondre assez aisément dans la population générale»; ou encore, le fait qu'il soit « très difficile » de travailler avec ces femmes. Des arguments très courants en Afrique Centrale comme en Afrique Occidentale. La seule ONG qui aura essayé de travailler avec des LBQFSF au Togo, le faisait dans le cadre d'un programme de prévention du VIH/SIDA et, selon Tan: «elle ignorait toujours les réalités complexes auxquelles sont confrontées les femmes queer, les risques et les défis auxquelles nous faisons face au quotidien ». Pour illustrer son propos, elle a pris l'exemple d'un atelier de formation sur le plaidoyer organisé en la faveur des activistes LGBT à Lomé auquel les deux coordinatrices de ce projet avaient postulé. Leurs candidatures à toutes les deux avaient été rejetées au prétexte que l'atelier était destiné aux activistes HSH, bien que son intitulé disait qu'il était ouvert aux activistes LGBT en général.

Etude du cas de la mobilisation communautaire des LBQFSF

Un début encourageant

Contrairement au groupe du Cameroun, le projet a démarré sur une note relativement dynamique au Togo. Les deux coordinatrices, Tan et Leya⁸, disposaient déjà d'une certaine expérience dans la mobilisation communautaire au niveau d'Espoir Vie Togo. Leya était une coordinatrice adjointe d'un projet et Tan, une paire éducatrice bénévole. En plus de leur travail au sein des communautés HSH, elles avaient déjà eu à organiser des activités de soutien destinées aux femmes queer et étaient donc déjà assez connues tant dans communautés HSH que dans celles des LBQFSF. Concernant ce projet en particulier, les coordinatrices l'ont perçu comme «une opportunité de coordonner un projet entièrement conçu et élaboré par les LBQFSF et n'ayant rien à voir avec la thématique du moment qu'est le VIH/SIDA. Ceci constitue une véritable bouffée d'air frais pour moi qui suis habitué aux discours sur les HSH et le VIH» dixit Tan.

En se basant sur leurs expériences de travail passées, Leya

8 Nom d'emprunt

et Tan ont mis en œuvre le plan d'action en se focalisant essentiellement sur trois principales activités. La première, des causeries éducatives organisées une fois par mois en vue de réunir les membres des différentes communautés de LBQFSF à travers Lomé. La seconde, une projection cinématographique suivie d'un débat en vue de créer un cadre d'expression plus convivial pour les bénéficiaires. Elles ont pu organiser trois de ces projections cinématographiques au total. Le but général de leur plan était de regrouper 50 LBQFSF au total sur une période de six (06) mois, avec pour objectif d'*«éveiller nos communautés au militantisme, au partage d'expérience; et faire émerger nos problèmes de manière à ce que nous parvenions toutes, chacune à son niveau à se battre pour notre reconnaissance.»* La troisième activité a consisté en des entretiens individuels avec certaines bénéficiaires en vue de documenter leurs expériences personnelles.

Pour parvenir à cet objectif, l'équipe a choisi de mener ses activités dans un espace bien connu des communautés LBQFSF de la ville, le centre communautaire d'Espoir Vie Togo, financé dans le cadre d'un projet HSH. Certaines des bénéficiaires étaient déjà familières avec ce centre, pour avoir participé à des événements organisés par des HSH. En s'appuyant sur la familiarité des bénéficiaires avec ce centre et leurs réputations d'activistes, l'équipe était sûre que cela aurait un effet positif sur les activités qu'elles comptaient y organiser. Pour toucher les différents groupes, Leya et Tan ont utilisé de leurs réseaux respectifs pour rentrer en contact avec les leaders, celles disposant d'une bonne capacité de mobilisation au sein de leur groupe et susceptibles d'être intéressées par le projet.

Elles ont ainsi organisé leur première rencontre de groupe le 16 novembre 2013, sous thème «*l'estime de soi*». Elles entendaient ainsi démarrer le projet en essayant de comprendre comment les LBQFSF se sentaient dans leur peau et comment elles se percevaient par rapport à leur orientation sexuelle. Neuf (09) femmes avaient pris part à cette activité. Les organisatrices ont estimé que cette première rencontre a été un succès du fait du dynamisme lors des échanges. En plus de recueillir les sentiments des participantes vis à vis de leur orientation sexuelle, le second objectif de cette activité était de présenter le projet aux différents leaders des groupes, susciter leur intérêt et leur demander de s'impliquer en mobilisant les contacts dans leurs réseaux respectifs. Une

indemnité de transport d'un montant de 1500 F CFA (3 USD) leur a été accordée afin d'encourager leurs participations futures.

La prochaine activité était une projection cinématographique organisée au mois de décembre. Seize (16) femmes, dont neuf (09) nouvelles avaient fait le déplacement. Cette activité avait été suivie par une discussion de groupe et une séance de danse. Leya et Tan étaient toutes les deux agréablement surprises par le nouveau taux de participation des filles, car elles savaient bien que les femmes n'étaient pas toujours disposées à venir prendre part à de telles activités pour diverses raisons. Elles estimaient que la peur de se sentir exposées, de même que les antécédents personnels entre les filles étaient susceptibles d'influencer sur leur volonté de participation.

Ajuster ses mesures pour venir à bout des éventuelles difficultés

Le principal problème auquel elles ont été confrontées au bout des deux premiers mois était similaire à ceux que rencontrent la plupart des activistes dans le début de leur travail dans nos contextes ouest africain. Les dynamiques sur lesquelles reposent les relations entre femmes LBQFSF qui vivement clandestinement leur orientation sexuelle sont si complexes que, peu importe le degré de familiarité et de connaissance que les activistes pensent avoir de leurs communautés, elles risquent toujours à un moment ou à un autre, de se retrouver confrontées aux différents problèmes de « clan » qui régissent les rapports entre les LBQFSF.

Le plus souvent, au début de la mise en œuvre de ce genre de projet, le niveau de participation des filles sera élevé, pour deux principales raisons : d'une part la curiosité de découvrir le projet amènera les bénéficiaires à venir assister aux activités et d'autre part, certaines effectueront le déplacement juste pour voir quel autre groupe local aura été invité. Ainsi, généralement après la première activité plusieurs possibilités sont envisageables : certaines des participantes seront excitées par le travail, commenceront à servir de promotrices du projet dans leurs communautés et soutiendront le projet à travers la mobilisation de leurs réseaux; d'autres ne reviendront plus jamais prendre part à une activité malgré les efforts des coordinatrices ; et enfin certaines, une minorité toutefois, non seulement ne reviendront plus, mais

s'attèleront à compromettre le projet en répandant des rumeurs et fausses allégations dans le but d'effrayer d'éventuelles nouvelles participantes.

L'invisibilité sociale dont sont victimes les femmes LBQFSF, tant au sein de la communauté LGBT que de la société de manière générale, ont des effets négatifs sur elles et contribuent sans aucun doute à un niveau d'auto-stigmatisation assez élevé. De gros efforts de sensibilisation doivent être faits au sein de ces communautés afin d'encourager les femmes à sémanciper et à être conscientes des méfaits de la stigmatisation à tous les niveaux.

L'une des manières d'entamer cette évolution est la conscientisation, qui était le premier but de ce projet: créer des cadres d'expression et espaces sécurisés pour permettre à ces femmes marginalisées de se réunir en vue de partager leurs histoires et d'évaluer les impacts des injustices auxquelles elles sont confrontées quotidiennement. À travers ces partages, amener les bénéficiaires à lier leurs expériences personnelles à celles des autres participantes du groupe. À travers ces sessions de conscientisation, le but est d'amener les bénéficiaires à réaliser les bienfaits et l'impact de ces groupes de parole sur leur transformation individuelle. Le but étant à la longue d'amener ces groupes de femmes à systématiquement remettre en question leurs conditions de femmes et appartenant à une minorité sexuelle; et, à atteindre à un stade où elles seront en mesure de réaliser et d'assumer qu'elles n'ont pas à vivre dans l'isolement, l'invisibilité et surtout ne devraient plus à subir en silence leurs expériences.

La réalité par contre, quand on travail dans les conditions et avec le peu de moyens comme le font les activistes LBQFSF, c'est que les obstacles peuvent sembler insurmontables et l'emportent même sur les éventuelles retombées positive d'un tel projet. Car, cela peut en effet prendre des années pour qu'un groupe parvienne à un niveau de transformation qui lui permettrait de mettre en place un mouvement pérenne. Hors, à l'heure où la tendance est trop souvent pour les financements des projets d'un an, les bailleurs de fonds demeurent réticents à financer des initiatives de conscientisation de ce genre.

En janvier 2013, l'équipe du Togo a été confrontée à de grandes difficultés telles que maintenir l'engagement des

anciennes participantes aux activités tout en amenant de nouvelles bénéficiaires à s'inculper dans les activités. Leya l'explique de cette manière:

“Au début, le plus dur était de mobiliser les filles étant donné qu'elles évoluaient en clans et qu'évidemment y'a toujours des conflits entre elles. Cela affectait notre travail parce que lorsque nous leur envoyions des invitations, seules quelques unes effectuaient le déplacement, juste parce que les filles de certains clans ne voulaient pas partager le même espace que les filles d'un autre clan.

Le deuxième défi nous concernait davantage, nous les coordinatrices du projet. Il s'agissait pour nous de trouver la bonne manière d'expliquer notre vision du projet aux filles, d'être capables de bien leur faire comprendre le but de nos activités de manière à captiver leur intérêt et les encourager à s'impliquer. Il est clair que dans chaque communauté les gens ont toujours des appréhensions sur un projet, et encore plus lorsque vous avez à faire à des personnes de milieux socioéconomiques différents. Au début, les groupes étaient suspicieux du projet, car les filles étaient habituées à être spectatrices des projets envers les HSH. Bien leur expliquer les enjeux d'un tel projet qui leur était entièrement dédié, sans toutefois être abstraites, était assez difficile pour nous.”

Afin de pallier aux tensions existant entre les différentes communautés, les coordinatrices ont décidé d'organiser deux (02) activités séparées et le même jour en janvier, avec deux (02) groupes différents. En dépit de cette stratégie, seules trois (03) femmes étaient présentes à la première activité et quatre (04) à la seconde. Le même thème a été débattu dans les deux groupes à savoir: **«apprendre à accepter son orientation sexuelle»**. Un thème qui a été décliné en deux articulations notamment **«qu'est-ce que l'acceptation pour vous?»** et **«de quelle manière cette définition (la votre) affecte-t-elle la manière dont vous percevez et acceptez votre propre orientation sexuelle?»**

Le taux de participation en chute a conduit l'équipe à revoir sa stratégie globale afin de mieux évoluer. A défaut de continuer à travailler avec les mêmes groupes qu'au début du projet, Leya et Tan ont décidé de déployer leurs activités dans une autre partie de la ville et de mobiliser des femmes qui n'avaient aucune connexion particulière avec un groupe ou clan quelconque. Et cette stratégie s'est avérée concluante.

La première activité de cette nouvelle phase, une discussion de groupe organisée au mois de février, a permis de réunir seize (16) femmes dont onze (11) sont revenues prendre part à la seconde activité; tandis que 20 femmes ont assisté à la projection cinématographique organisée durant le mois de février. Les deux premières discussions de groupe ont porté sur le thème : **«devrait-on faire son coming-out auprès de ses parents ou rester silencieuse pour toujours?»** et **«l'importance d'être solidaires au sein de la communauté»**. La troisième activité avait quant à elle consisté de la projection du film intitulé Pariah.

J'étais à Lomé la première semaine du mois de février pour évaluer le projet et j'ai pu participer à la première activité de l'équipe avec le nouveau groupe à laquelle seize (16) nouvelles femmes avaient pris part. Ce qui m'avait frappé c'était la jeunesse des participantes, toutes âgées entre 19 et 26 ans et l'hétérogénéité de leurs profils qui variait de l'infirmière, à la journaliste sportive, en passant la femme d'affaire et l'élève du lycée. Je pu me rendre compte de certaines des raisons des difficultés dont l'équipe faisait face. Ce qui liait les bénéficiaires du projet était leurs expériences en matière de discrimination sur la base de leur orientation sexuelle, mais les particularités des problèmes de chacune variaient d'une participante à l'autre, car elles n'avaient pas toutes le même statut social.

L'une des principales différences entre le groupe du Cameroun et celui du Togo se situait au niveau de l'âge et du statut économique de leurs membres. Au Togo, les filles étaient relativement plus jeunes et la majorité d'entre elles vivaient encore chez leurs parents et le reste était soit des femmes d'affaires opérant dans le secteur informel, soit des femmes jouissant d'une carrière dans le secteur privé. Bien que faire leur coming-out auprès de leurs familles n'était pas prêt d'arriver, ces jeunes femmes pensent qu'elles ont «moins à perdre » que leurs aînées qui avait la trentaine ou la quarantaine. Envers ces dernières, la société avait plus d'attentes dans le sens de fonder une famille (se marier, faire des enfants) et qui devaient de ce fait, tout faire pour préserver leur statut social. Les plus jeunes par contre ont tendance à être plus radicale dans leurs positions et leur vision du changement social, ce qui ne veut toutefois pas dire qu'il était plus facile de travailler avec elles.

Face à tout ceci, l'on est bien tenter de se demander ce que peuvent faire des jeunes activistes qui font leur premier pas

dans l'activisme social, pour gérer cette multitude de besoins de manière à minimiser les risques de désenchantement des unes et des autres tout en organisant des activités de groupes de à contenter la majorité de ses membres?

Pendant leur activité du mois de Mars, Tan et Leya ont organisé un débat autour de la question «**pourquoi devons-nous unir?**». A ce propos, l'une des participantes affirma:

“Avant toute action venue de l'extérieur (du groupe), nous devons déjà nous éduquer nous-mêmes (à l'intérieur), c'est-à-dire, que nous devons déjà apprendre à nous aimer personnellement, à accepter notre orientation sexuelle, à éviter de nous discriminer et de nous faire du mal entre nous, juste parce que nous avons peur des réactions des autres. Nous devons apprendre à savoir ce que nous voulons pour nous-mêmes avant de pouvoir penser à ce que nous voulons pour la communauté toute entière.”

Au moment où les coordinatrices du projet devenaient plus confiantes dans l'avancé de leurs activités, deux événements ont eu une incidence sur la suite du projet:

Le premier était un incident qui s'est produit pendant la causerie éducative du mois d'avril, lorsque l'une des participantes a amené un journaliste lors de l'activité. Cela a tout de suite causé la panique au sein du groupe et a mis à mal à la fois la sécurité et l'anonymat des participantes. Bien que ce journaliste et la fille qui l'avait invité aient quitté les lieux comme il le leur avait été demandé, toujours est-il que cet incident a presque été à l'origine de la fin du projet. La nouvelle de cet incident s'est très vite répandue au sein de la communauté, compromettant ainsi le climat de confiance que Leya et Tan s'étaient attelées à bâtir pendant cinq mois.

Le second événement s'est déroulé à la suite du passage de la même jeune femme à une émission de radio nationale; lors de cette émission, cette membre de la communauté a révélé les noms des lieux où les membres de la communauté LGBT se réunissaient et bien d'autres informations compromettantes. Suite à ces révélations et le climat hostile qu'elles ont suscité au sein de l'opinion publique, les membres de la communauté LGBT toute entière évitaient désormais de prendre part à des activités de groupes. Leya et Tan se retrouvaient ainsi contraintes à trouver un autre lieu pour y organiser leurs activités et à travailler encore plus durement

pour restaurer la confiance et mobiliser les bénéficiaires de nouveau.

Le caractère imprévisible du contexte sociopolitique dans lequel vivent et se regroupent les LGBT africains fait en sorte que du jour au lendemain, tout les acquis gagnés au bout d'un certain temps peuvent être détruits. Pire, le danger peut venir de l'intérieur de la communauté elle-même où les motivations personnelles, les agendas cachés ou encore la mesquinerie des uns et des autres, peut influencer considérablement les efforts et le travail des autres activistes. Les obligations personnelles ou d'ordre familial peuvent également influencer sur le travail des activistes. En ce qui concerne Leya par exemple, elle a dû quitter le projet au mois de Mai suite à son installation sur un autre continent.

En dépit de ces nombreux challenges, le travail de Leya et Tan a permis de toucher 102 LBQFSF au total. A la question de savoir quel avait été l'impact du projet dans leurs vies, la majorité des bénéficiaires répondaient: «**j'ai trouvé une famille**».

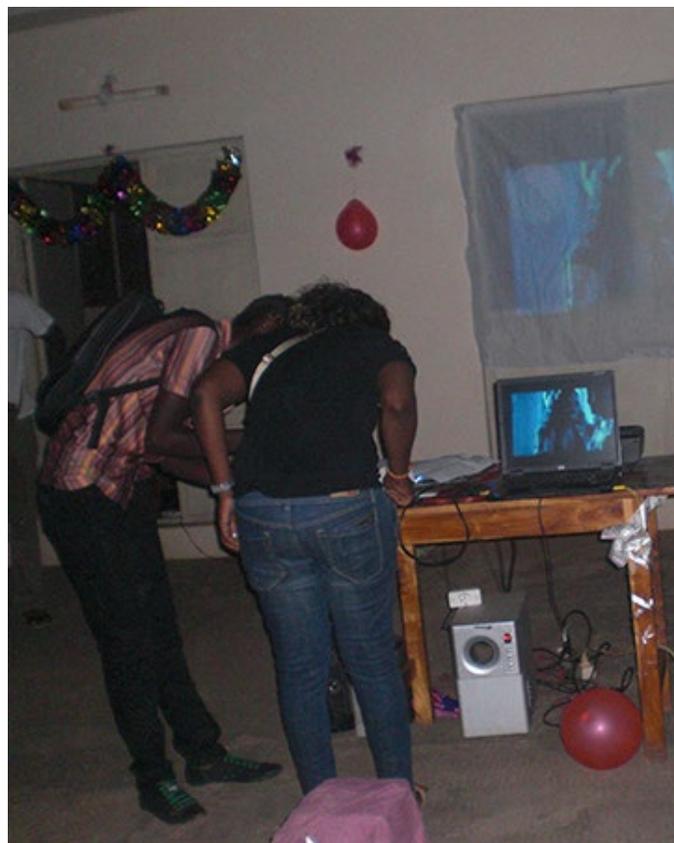
“Participer à ce projet m'a permis d'élargir mon cercle d'amies et d'acquérir de nouvelles connaissances sur certains thèmes. Cet espace m'a permis de partager mon expérience avec mes semblables sans craindre quoique ce soit. J'ai l'impression de mieux me connaître maintenant, j'ai plus confiance en moi et je me sens plus à l'aise avec mon orientation sexuelle.

J'espère qu'avec le temps, ce projet permettra de toucher des femmes LBQFSF vivant dans d'autres parties du Togo et même de la sous-région, afin qu'elles puissent elles aussi, jouir d'espaces où elles pourront se rencontrer et partager leurs expériences en toute sérénité.” Augustine

“J'ai continué à participer aux activités de ce projet parce que je pense y avoir trouvé une famille et que les objectifs du projet étaient captivants et intéressants. Pour ce qui est de la seconde phase du projet, j'aimerais que l'on puisse améliorer la qualité de la communication et jouir d'un espace approprié et permanent pour nos rencontres.” Calypso

Leya quant à elle affirme : *“Mon souhait est que ce projet continue car il est très important pour notre communauté. C'est la première fois que nous bénéficions d'un projet entièrement dédié aux LBQFSF et dirigé par elles-mêmes.*

Je devrais dire que ce n'est que maintenant que nous commençons à récolter les fruits de nos efforts, après toutes les difficultés auxquelles nous avons été confrontés. Ce serait une honte de nous arrêter maintenant, car nous avons le sentiment que les filles sont de plus en plus intéressées par les activités et veulent réellement contribuer à la mise en œuvre du projet. Nous avons le sentiment qu'elles commencent enfin à comprendre notre vision."



Cinq

5



Les leçons apprises

Il y a très peu de documents relatant les débuts des mouvements de justice sociale LGBT en Afrique de manière générale, ces rapports sont inexistant en Afrique francophone Sub-Saharienne, et sur l'activisme LBQFSF en particulier. Pourtant documenter ces pratiques est très important, non seulement pour constituer une base documentaire sur les différents travaux se déroulant sur le continent, mais aussi pour fournir aux nouveaux activistes des outils d'apprentissage. Ce qui suit met en évidence ce que nous avons appris tout au long de ce projet et que, nous l'espérons, pourra constituer une bonne base de référence qui permettra à toutes les parties intéressées, de mieux comprendre et mieux envisager le travail avec les communautés LBQFSF. Ce rapport permet également et d'avoir un aperçu du potentiel impact d'éventuelles actions collectives conduites par des personnes LBQFSF si leur travail reçoit un certain soutien.

S'assurer d'un bon départ: l'importance d'une bonne formation

Les activistes LGBT d'Afrique Francophone Sub-Saharienne de manière générale ont généralement peu d'opportunités de formations par rapport à leurs homologues Anglophones. Pour les activistes LBQFSF, de telles opportunités sont quasi-inexistantes. Lorsque nous sommes invitées à des formations, nous nous retrouvons généralement mélangées aux HSH et il s'agit le plus souvent de formations sur la santé sexuelle de ces derniers. L'atelier organisé par Isis International et QAYN en septembre 2012 était le premier du genre en Afrique de l'Ouest, dont le but était de renforcer les capacités des activistes LBQFSF.

Néanmoins, ces activistes sont déjà impliquées de manière

informelle dans des activités au niveau de leurs communautés, même si la plupart d'entre elles ne considèrent pas leurs actions sous ces termes. Vu l'engagement et la résilience de ces leaders locaux qui continuent à braver l'hostilité du reste de leur communauté au risque de leur propre sécurité, former ces femmes afin qu'elles puissent travailler de manière efficiente s'est avéré essentiel. Cependant, cet atelier n'avait pas la prétention «d'enseigner» aux participantes comment faire leur travail, mais plutôt de les amener à prendre conscience de leur position de leadership et de valoriser les capacités dont elles disposent déjà pour qu'ensemble, nous puissions identifier de quels appuis elles ont le plus besoin.

Cet atelier était une partie importante de ce projet:

- a) Il a permis aux participantes de revoir et évaluer leur travail sous un angle différent, plus critique et d'un point de vue essentiellement féministe;
- b) Il a permis aux participantes de prendre conscience de leur potentiel en matière de leadership et d'apprendre à valoriser leurs contributions au mieux-être de leur communauté;
- c) Cela a été une opportunité de travailler en réseau pour celles d'entre elles qui étaient habituées à travailler de manière isolée;
- d) Cela a été l'occasion pour les participantes d'élargir leur champ de connaissances et d'avoir une meilleure compréhension des thématiques LBQFSF et d'en savoir plus sur les différentes manières dont le travail au niveau communautaire s'organise au niveau de chaque pays;

e) Plus important encore, cela a développé chez ces femmes un sens des priorités dans leur travail.

Leçon apprise N°1: les activistes LBQFSF de l'Afrique Francophone sub-Saharienne ont plus qu'un besoin urgent de formations organisées pour et par elles afin de renforcer les compétences dont elles disposent déjà et les aider à mieux déterminer leur sens des priorités, afin d'affronter les défis, tant au niveau personnel qu'au niveau communautaire.

La valeur ajoutée du réseautage

De ma propre expérience, j'ai remarqué que les mailing-listes et autres groupes virtuels créés lors de ce genre d'ateliers, permettaient de maintenir la collaboration et l'esprit d'équipe nés pendant l'atelier. Mais, le plus souvent, de telles initiatives ne survivent pas plus d'un mois après l'atelier. Par conséquent, j'étais assez sceptique lorsque les participantes ont décidé de créer un groupe virtuel, en vue de continuer à échanger des informations sur leur travail et mieux forger leurs relations au-delà des cinq (05) jours passés ensemble. L'un des obstacles évidents au succès d'un réseau virtuel était le fait qu'une seule disposait d'un ordinateur personnel. J'avais peur que les allers et venus dans des cybercafés tout comme les coûts financiers ne les démotivent les filles au bout d'un ou deux mois après.

Mais en fait, il s'est avéré qu'être à même de communiquer en «live» une fois par mois avec les autres leaders du projet a aidé chacune d'elles dans son travail quotidien. J'ai également ressenti comme une sorte de fierté de la part des filles à être présentes à ces rendez-vous mensuels. Il y avait également cette rigueur que certaines s'étaient imposées en vue de respecter la date limite mensuelle de soumission de leurs différents rapports (narratifs et financiers) à travers le mailing liste de Google Group créée à cet effet. Petit à petit, chacune réalisait les valeurs de mener ce genre d'action à travers un réseau bien structuré. En raison de leur appartenance à réseau, les filles ont cultivé un système d'entraide pour venir à bout des difficultés dans leurs contextes respectifs.

Même les délestages intempestifs, la mauvaise qualité des connexions Internet et les obligations de dernière minute ne les empêchaient pas de tenir leur traditionnelle réunion mensuelle sur Facebook et de maintenir le Google group vivant durant tout le projet.

Leçon apprise N°2: Les réseaux peuvent jouer un rôle primordial pour ce qui est du soutien de la mise en place d'un mouvement. Les jeunes qui commencent leur travail de mobilisation communautaire dans un réseau ont un système de soutien plus important qui les aide à mieux gérer les problèmes tant d'ordre personnel que collectif, afin de mieux les cadrer à être des leaders plus efficaces et à l'écoute des besoins de leurs communautés.

Commencer au niveau où les bénéficiaires se sentent le plus à l'aise

S'attendre à ce que les LBQFSF s'imprègnent et adhèrent immédiatement à ce projet était assez irréaliste et les difficultés rencontrées par le groupe du Cameroun a bien attesté de cela. Le projet aurait été plus pertinent s'il avait permis durant les premiers mois, de créer des cadres d'expression sécurisés qui favorisaient des rencontres sociales en premier lieu, de manière de permettre aux bénéficiaires de simplement à apprécier la compagnie de leurs semblables, de rencontrer d'autres femmes dans des mêmes situations qu'elles et de comprendre qu'au fond, elles ne sont pas seules dans leur situation.

Suite à des contraintes financières et à notre volonté de faire beaucoup de chose à la fois avec des budgets très serrés, nous avons fini par négliger cet aspect essentiel de notre démarche, ce qui au final, nous a fait perdre plusieurs bénéficiaires dès le début du fait que, soit ces dernières ne comprenaient pas notre vision, soit elles estimaient que les thèmes débattus lors des discussions de groupe «ne les concernaient pas» car nous évoluions peut-être un peu trop vite pour certaines d'entre elles.

Leçon apprise N°3: L'une des premières des actions à prendre lorsque l'on souhaite travailler au niveau communautaire avec les LBQFSF, un groupe historiquement marginalisé qui a toujours vécu dans l'isolement, c'est de créer un cadre d'expression fiable à l'intérieur duquel ces femmes peuvent se réunir et échanger entre elles, partageant ainsi leurs expériences respectives dans la convivialité. Non seulement le fait de découvrir que l'on n'est pas la seule dans sa situation et le besoin de se sentir personnellement impliqué dans une initiative structurée, sera stimulé par la fréquentation d'un tel espace.

Les nombreux méandres de l'éveil des consciences

Quasiment chaque personne LGBT est amenée à traverser certaines étapes avant de d'accepter sa sexualité, les LBQFSF elles doivent passer par une certaine transformation individuelle avant d'arriver au point où elles sont en mesure de remettre en question le système oppressif dans lequel elles vivent et qui continue de compromettre leur liberté de pouvoir jouir pleinement de leur liberté individuelle.

Leçon apprise N°4: L'accent mis sur l'éveil des consciences dans ce genre de mobilisation communautaire devrait s'appuyer sur une base participative notamment à travers des causeries éducatives et autres discussions de groupe. Toutefois, dans le but de minimiser les risques d'échec, il est nécessaire de reconnaître les limites d'un tel processus pour celles qui recherchent des gains immédiats de leur participation. Il n'y a pas d'archétype permettant d'établir une base d'évaluation d'un tel processus, on apprend en pratiquant et parfois au gré de ses erreurs. L'importance est de mettre en place des méthodes de soutiens qui guideront chaque personne dans son processus d'émancipation à son propre rythme, selon ses convenances. Il y aurait toujours forcément des déceptions et désillusions, même parmi les leaders qui enclenché ce processus.

Jauger l'impact du projet

“L'impact du projet FSF de QAYN a été positif, notamment en ceci qu'il a permis aux bénéficiaires qui étaient isolées de rencontrer d'autres membres de la communauté et de partager leurs expériences respectives. Pour celles qui avaient honte de leur orientation sexuelle, cela leur a permis de regagner confiance en elles. Pour les groupes de femmes qui ne s'adressaient plus la parole depuis un certain temps, elles pouvaient à nouveau nouer des liens grâce au fait de partager le même espace. Dans le même temps, le projet a permis à d'autres bénéficiaires de prendre conscience de leur intérêt personnel pour la paire éducation et leur enthousiasme pour la vie associative.” Il s'agit là d'un des aspects de l'évaluation de l'impact du programme par Mariane du Cameroun.

La question de l'évaluation à court terme du projet

Les quatre groupes de ce projet s'étaient fixés pour objectif

de toucher au moins 50 LBQFSF chacun. Cependant, bien qu'un seul de ces groupes ait été capable de dépasser cet objectif en touchant plus du double des bénéficiaires, une étape importante a été franchie en seulement six mois (sept mois pour le groupe du Burkina Faso). Ce projet a par ailleurs eu plusieurs impacts à long terme:

- 1) Il a permis aux coordinatrices de mobiliser leurs pairs et d'initier des débats sur des thèmes concernant la grande majorité des membres de la communauté et contribué ainsi à apaiser les tensions et autres rivalités au sein et entre différents groupes;
- 2) Il a poussé les leaders à s'interroger davantage sur leurs expériences personnelles, à envisager le type de structures et projets qui pourront répondre aux besoins de leurs communautés.

CM⁹, l'une des paires éducatrices a affirmé: *«Ce projet est arrivé au bon moment pour moi. Dans ma famille j'étais devenue un paria et j'étais constamment stressée. Aujourd'hui, je me suis faite des amies. Je me sens bien et je peux enfin parler librement de ce que je suis.»*

Une autre paire éducatrice, RB¹⁰ a avoué: *«Ce projet a été une chance pour moi. Avant, je n'avais pas l'impression d'avoir des amies, mais maintenant que je peux compter sur certaines personnes et pas seulement pour m'aider à défendre mes droits en cas de problème, mais en tant que vraies amies. Ainsi, je ne me sens plus seule. En plus, je suis heureuse de mener des actions au sein de la communauté.»*

- 3) Il a incité plusieurs bénéficiaires à voir au delà de leurs problèmes personnels et à s'unir pour débattre de leurs problèmes communs et réfléchir ensemble sur les éventuelles manières de s'engager dans des actions collectives.
- 4) Ce projet a permis de mettre en évidence certains des aspects dont les organisations HSH qui ont la volonté, peuvent positivement soutenir les initiatives des LBQFSF et;
- 5) Les résultats de ce projet ont prouvé qu'il est erroné

⁹ Des initiales

¹⁰ Des initiales

d'avancer que les problèmes internes que rencontrent les groupes de LBQFSF les empêcheraient d'unir leurs efforts en vue d'atteindre un même but.

Leçon apprise N°5: Pour mieux cerner l'impact des activités menées par des groupes émergents de LBQFSF, il est préférable d'éviter de s'attarder uniquement sur les éléments quantitatifs, les données chiffrées, mais de s'intéresser davantage aux résultats globaux, en prenant notamment en compte des éléments tels que le renforcement des capacités des bénéficiaires et des leaders du projet, la qualité des thèmes retenus lors des groupes de discussions, la pertinence des réflexions et les idées qui en ont jailli et la manière dont tous échanges pourraient contribuer à faire des bénéficiaires de véritables agents du changement social, bien informés sur leurs droits.

Le soutien des organisations HSH

J'ai pu, lors de ma visite au Cameroun, remarquer à quel point l'ensemble du staff de HFC soutenait le projet, ses leaders notamment. Mariane travaillait en étroite collaboration avec Jules, le Président de HFC, qui l'accompagnait et partageait toujours avec elle sa propre expérience dans la mise en place d'une organisation à base communautaire HSH au niveau de la ville de Yaoundé. Le respect mutuel entre l'équipe du projet et le staff de HFC qui a été instauré dès le départ, a contribué à créer une ambiance conviviale au sein de son centre d'écoute, redonnant ainsi confiance aux bénéficiaires qui n'étaient pas très motivées à l'idée de partager le même espace que des HSH. En outre, HFC, en plus d'offrir son espace, a également mis à la disposition du projet des kits de matériel d'IEC (préservatifs féminins, préservatifs masculins et dosettes de gels lubrifiant) qui étaient distribués aux filles à la fin de chaque activité. De plus, HFC a également mis à la disposition du projet sa conseillère psychosociale travaillant déjà dans son centre d'écoute, ce qui a permis à Mariane et son équipe de pouvoir accompagner les filles et leur fournir des informations en rapport avec leur santé sexuelle. Jules mettait également un point d'honneur à relire chaque rapport avant qu'il ne soit envoyé à QAYN, aidant également le groupe à produire des rapports les plus détaillés des quatre groupes. Le groupe du Togo aurait pu bénéficier du même soutien de la part d'Espoir Vie Togo.

Leçon apprise N°6: Les organisations dirigées par des HSH ne devraient pas toujours justifier leur manque de soutien aux groupes LBQFSF émergents par le fait qu'ils ne disposent pas d'assez de moyens financiers, alors que le plus souvent, ces groupes n'ont besoin de rien de plus que d'avoir accès à des espaces pour mener leurs activités et de renforcer leur apprentissage en côtoyant des organisations GBTHSH plus développées.



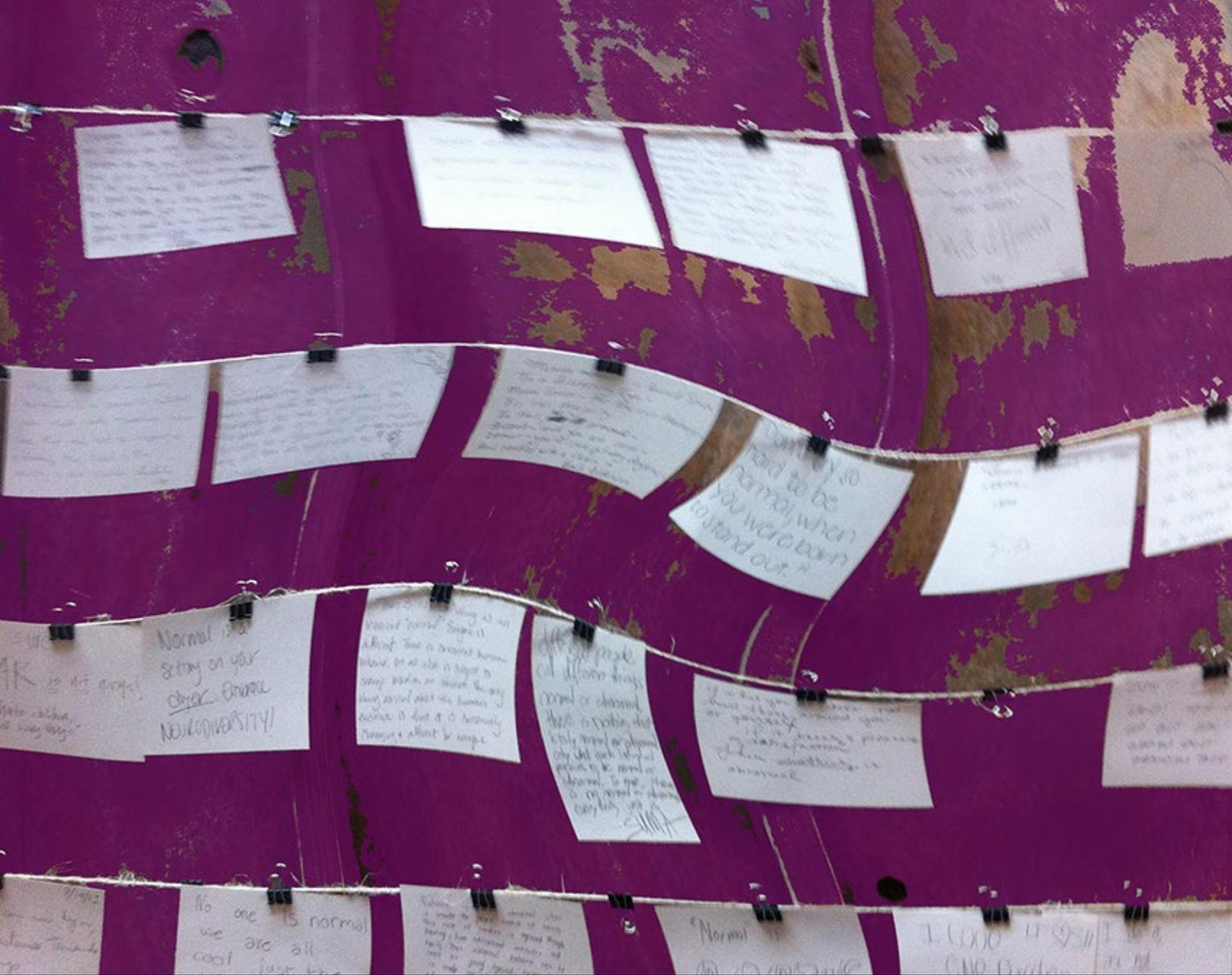
Conclusion

En Afrique centrale et Occidentale, les jeunes activistes lesbiennes, bisexuelles, queer et les femmes qui ont des rapports avec des femmes (LBQFSF) se mobilisent de plus en plus, dans des contextes sociaux régis par des normes patriarcales niant leur existence et en dépit du fait qu'elles disposent d'opportunités très limitées pour s'engager de la même manière que les autres organisations qui constituent la société civile LGBT. Bien que la plupart des efforts fournis à travers les initiatives mises en place par les LBQFSF pour tenter d'apporter une réponse aux problèmes spécifiques de leurs communautés restent limitées et confinées au niveau local, les résultats préliminaires de ce projet démontrent qu'avec des financements modestes, combinés à une ferme volonté et un soutien technique efficace peuvent contribuer à faire éclore de nouvelles initiatives et à mettre en place un mouvement à travers les régions.

Certes, les résultats initiaux restent assez minces, même si on note quelques retombées positives comme c'est le cas pour certaines des jeunes bénéficiaires qui, grâce au projet sont parvenues à surmonter leurs problèmes personnels (d'identité notamment) et se mettre au dessus des problèmes intracommunautaires et, poussées par leur passion et leur volonté de contribuer au changement social, sont parvenues à jeter les bases de leur propre mouvement communautaire. Les cas d'études répertoriés ici, fournissent des exemples concrets qui prouvent qu'un tel travail est possible et même nécessaire, en dépit des nombreux défis. Le cas des LBQFSF est une fois de plus un exemple palpable de la manière dont les différents besoins des personnes LGBT sont négligés dans un contexte associatif dominé par la thématique du VIH et des initiatives menées par des HSH uniquement.

Analyser les problèmes auxquels font face les femmes LBQFSF comme celles du Togo ou du Cameroun nous ramène à l'inévitable conclusion que de véritables mouvements incluant les femmes au niveau de la communauté LGBT ne sauraient voir le jour si nous confinons toujours nos actions en nous réfugiant derrière des motifs humanitaires et sanitaires qui au fond, ne permettent pas de résoudre les causes profondes des discriminations et de l'oppression des femmes et des personnes LGBT en Afrique d'une part et, les problèmes spécifiques aux femmes queer à l'intérieur de ces groupes opprimés, d'autre part.

Quoi qu'il en soit et comme l'ont prouvé les cas d'études de ce présent rapport, il est clair que des jeunes femmes LBQFSF courageuses et motivées se mobilisent et tentent de mettre en place des mouvements en vue de résoudre un certain nombre de problèmes auxquelles elles sont confrontées au quotidien. Tout ce dont ces activistes ont le plus besoin dès lors, c'est d'un engagement et un soutien effectif des différents acteurs œuvrant dans le même sens, qui devraient se joindre aux efforts de ces activistes afin de permettre à leurs initiatives d'aboutir et de faire partie des mouvements de justice sociale au niveau local, national, régional et si possible, grandir et devenir un mouvement prenant en compte les particularités de tous les groupes de minorités.



Contact



04 BP 511 Ouagadougou 04
Burkina Faso

Contact: contact@qayn-center.org

Site Internet: www.qayn-center.org